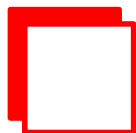


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 216 - 1,50 € - Août 2010



Pour l'Emancipation Sociale!

Les bêtes en cours, pour toujours ?

Tout a commencé comme une banale affaire de cornecul : la fille de l'une des toutes premières fortunes de France ne supporte plus l'amant de sa mère. Il lui rafle une partie de son héritage ! Elle n'a plus sa tête, il faut la placer sous tutelle. Las, l'ami de Sarko, procureur de la République, procède à un non-lieu. Rien ne prouve que...

L'avocat, bien soudoyé par la future héritière, s'acharne. Bien lui en a pris. Car, entre-temps, le majordome et la comptable de Madame ont été renvoyés comme des malpropres par le gestionnaire de la très grande fortunée. Malgré leurs émoluments, ces grands serviteurs ont la rancune tenace. Et c'est ainsi qu'enregistrements sulfureux et déclarations iconoclastes ont été déversés dans la presse. Ce qui n'était au départ qu'une affaire de famille est devenue une affaire d'Etat.

La raison d'Etat commandait de tout nier et de crier au complot des médias : les généreux dons à Sarko et Cie, la multiplication de petits partis détournant la loi pour mieux encaisser les donations de douairières et autres nababs, les dîners fastueux du premier cercle où paraissent ces gens de Biens, et ce sombre argentier, ministre et trésorier de son parti qui collecte de la Suisse à New York en passant par les beaux quartiers du triangle Auteuil-Neuilly-Passy. Certes, il a désormais quelque difficulté à se prétendre aveugle aux fraudes fiscales et autres placements en paradis de ses amis nantis. Et à nier que le placement de son épouse a été assuré par son entregent pour gérer la fortune de la milliardaire !

Pour nous, il n'y a pas lieu d'être surpris par ces révélations, par le degré de consanguinité entre le parti dominant et la très grande bourgeoisie du premier cercle. Certes, ceux qui redoutent la crise du système politique et de ses prébendes jouent les effarouchés pour mieux occulter les vices cachés d'« honnêtes hommes » qui caquettent avec tant de grâce et font preuve de tant de roueries pour mieux tromper le bon peuple.

Entre le capital et les politiciens qui en défendent les intérêts, il n'y a pas de relations incestueuses mais la banalité d'un mélange opaque dont la pratique est aussi vieille que les jeux de la démocratie parlementaire. La bourgeoisie, empêtrée dans ses conflits d'intérêts, a besoin de tous ces serviteurs plein d'ambition pour défendre sa position dominante. Mais elle sait les tenir en tenant les cordons de leur bourse tout comme en manipulant les cours de la Bourse !

Il n'y a pas de gants à prendre avec tous ces tartuffes qui n'en prennent guère pour se livrer à toutes sortes de manipulations et goujateries pour finalement nous faire payer le prix de leur crise. Renvoyer toutes les bêtes en cours, voilà le programme !

Liliane découvrant que Patrice de Maistre a la Légion d'honneur



- J'ai aussi appris que j'avais une île et des comptes en Suisse ... C'est sans doute lié!

Nous publions ci-dessous un deuxième article sur la crise grecque de notre ami Yannis Thanassekos. Cet article traite d'un aspect très particulier de cette crise, en l'occurrence une dimension du discours de légitimation des mesures d'austérité que tiennent les dirigeants grecs actuels, tout inféodés aux intérêts du capital grec, en Grèce même comme à l'étranger, et du capital étranger, notamment celui détenteur des titres de la dette publique grecque. Bien d'autres aspects du pouvoir grec actuel mériteraient d'être évoqués, en particulier la manière dont il instrumentalise la mémoire (souvent encore terrifiante) de la «dictature des colonels» (1967-1974) et de la guerre civile (1944-1949) et dont il fait régner la peur actuellement dans les rues des grandes villes grecques en y déployant ses forces de répression. L'intérêt de cet article est d'attirer l'attention sur une dimension plus universelle du discours de légitimation de l'agression du capital contre la population grecque, procédant à la naturalisation de son ordre économique et politique, qui est susceptible de s'exporter demain dans d'autres Etats : on en discerne déjà les éléments dans la manière dont, en France, le gouvernement essaie de «vendre» sa «réforme» de l'assurance vieillesse en faisant passer une décision politique visant à détruire une partie du salaire socialisé comme une conséquence inévitable d'un processus soi-disant biologique (la vieillissement de la population). Face à cette logomachie, que conforte l'unanimité du monde politique et des médias, il n'en est que plus remarquable que le salariat grec ait pu mener déjà cinq journées de grève et n'ait pas encore dit son dernier mot.

Politique, bureaucratie et « état d'urgence »

A propos de mesures d'austérité du gouvernement socialiste grec

L'institution bureaucratique

Depuis les travaux pionniers de Max Weber, la bureaucratie a fait l'objet d'innombrables recherches en tant qu'institution moderne rationnelle – rationalité bureaucratique. Sans revenir sur cette vaste thématique qui préoccupe la sociologie et la politologie, retenons, parmi d'autres paramètres, deux de principales caractéristiques de l'institution bureaucratique :

1) la séparation radicale qu'elle opère entre les «moyens» et les «fins» et

2) son irrésistible propension à traduire/réduire tout problème social, politique ou économique en une question purement technique à résoudre. Autrement dit, indifférente aux finalités et aux conséquences des décisions qu'elle exécute docilement, elle n'a de cesse que de de-socialiser et de de-politiser en permanence les enjeux des rapports sociaux afin de les ramener à sa propre sphère : celle de «moyens» – la rationalité instrumentale. Elle ne peut voir le «monde» et la «société» que comme une «classe de problèmes techniques» à résoudre.

De ce dispositif tout aussi structurel que mental, découle bien évidemment l'irresponsabilité sociale et politique de l'institution elle-même et du bureaucrate en tant qu'individu. Et cette irresponsabilité est légitimée, aussi bien au niveau de la conscience qu'au niveau politique, par la prétendue «neutralité axiologique» des moyens mis en oeuvre dans tout calcul rationnel. Aussi, l'unique critère pour la pleine satisfaction du bureaucrate parfait, du bureaucrate heureux, est celui du «travail bien fait». Cette réduction de soi (du bureaucrate) au statut d'un pur moyen n'est possible que par réduction de l'«autre» à ce même statut: le bureaucrate ne peut voir l'autre, ici l'usager, devenu à présent simple «client», qu'à travers son propre miroir: pur moyen pour atteindre un but. Il n'est pas nécessaire d'être philosophe ou sociolo-

que pour voir dans cette configuration institutionnelle le paroxysme de la réification de l'homme et de la société. Rien n'est plus étranger à la bureaucratie que la maxime morale qui nous oblige à «ne jamais considérer soi-même et les autres comme un pur moyen, mais seulement et toujours comme une fin».

Les théoriciens classiques de l'Etat moderne – Etat de droit fondé sur le prin-

confusion, si ce n'est, parfois, leur fusion intégrale. Nombre de phénomènes de trois dernières décennies témoignent de ce processus de réduction drastique de la sphère politique à la sphère bureaucratique, réduction qui a comme conséquence inévitable la transformation tout aussi drastique du «personnel politique» – issu pourtant des urnes – en une élite de «fonctionnaires» et de «bureocrates» zélés.

Processus de réduction du "politique"

La déferlante du néolibéralisme, et singulièrement la vaste et brutale politique d'austérité mise en oeuvre actuellement dans tous les pays, poussent à son paroxysme ce double mouvement structurel. En dehors des dégâts et du coût humains que provoque la sauvagerie néolibérale, ce processus de transformations institutionnelles ne peut qu'affecter, à terme, les fondements mêmes du système démocratique et de l'Etat de droit. La «sphère délibérative» (à la fois espace conflictuel et lieu d'élaboration de la volonté collective et des finalités de la maison commune) dépéri de plus en plus au profit de la seule «sphère décisionnelle» et de son outil par excellence, l'exécutif (gouvernement) et l'administration (bureaucratie). Elaborée par le juriste nazi Carl Schmitt dans les années 1920 et 1930, la théorie «décisionniste» d'après laquelle «est souverain celui qui décide de l'état d'exception», fait aujourd'hui retour aussi bien chez les intellectuels qu'au niveau de stratèges néolibéraux. Elle s'inscrit déjà à grands pas dans les réalités institutionnelles et politiques. De fait, l'application du vaste programme de réformes néolibérales imposées par le FMI la BCE et la C.E. entraîne, dans tous les pays concernés, la déclaration de facto d'un «état d'urgence», d'un «état d'exception». L'«exception» devient ainsi la «règle». On s'orientie à terme vers des systèmes et des



cipe démocratique – étaient conscients de cette spécificité de la bureaucratie et de ses dangereuses potentialités. Aussi, avaient-ils pris soin, au moins sur le plan théorique, à séparer la sphère «bureaucratique» (administration réglementée et dépersonnalisée des rapports entre citoyens et autorités) de la sphère «politique» (lieu de délibérations sur les finalités du vivre ensemble). Nous savons toutefois que sur le plan de l'évolution concrète de nos sociétés, non seulement cette séparation et cet équilibre «théoriques» n'ont jamais été respectés mais qu'au contraire, une tendance lourde, liée à la logique même du système, poussait irrésistiblement à rendre les frontières entre ces deux sphères particulièrement poreuses jusqu'à leur

régimes formellement démocratiques, autoritaires quant au fond, mis sous tutelle par les impératifs de la mondialisation néolibérale. Et ce mouvement s'observe aussi bien dans les «veilles démocraties» que dans les démocraties plus récentes.

Tous les pays européens sont confrontés, à de degrés variables, à cette tendance lourde, mais il y en a un qui excelle aujourd'hui par ses performances dans ce processus de réduction accélérée du «politique» au «bureaucratique» et, consécutivement, dans la transformation brutale de ses «responsables politiques» en simples «fonctionnaires» et «bureaucrates» zélés. C'est la Grèce, le maillon le plus faible précisément de la chaîne néolibérale¹.

Rien de plus révélateur à cet égard que le type de *discours publics* et de *rhétorique* des responsables gouvernementaux, socialistes de surcroît, pour «présenter», «expliquer» et «justifier» l'avalanche de réformes dictées par le FMI, la Banque Centrale Européenne et la Commission du même nom: réformes du système des pensions, de la Sécurité sociale, des Services publics, de la Santé, de l'Éducation, du réseau bancaire, etc.² Le premier argument rhétorique desdits «responsables politiques» est celui précisément de «l'état d'exception»: l'urgence et la radicalité des réformes exigent impérativement,

d'après eux, la mise sous tutelle de tous les mécanismes délibératifs et de négociations – qui risquent de retarder ou d'entraver l'application des réformes – au profit de la seule «décision souveraine» qui appartient à la sphère de l'exécutif, ce qui revient à déclarer explicitement le pays en «état de siège». Cette rhétorique catastrophiste et apocalyptique du parti socialiste au pouvoir a été adoptée aussi, sans délais, par le principal parti de l'opposition de droite ainsi que par le parti de l'extrême droite sans parler bien évidemment de la majeure partie des médias qui font leur beurre en cultivant peurs et paniques: «Le naufrage ou la soumission, il n'y a pas d'autres voies, choisissez», «l'apocalypse ou l'obéissance, il n'y a pas d'autres solutions, choisissez»...

Le Premier ministre socialiste déclarait récemment à la presse grecque et étrangère: «Je suis triste de devoir prendre des mesures qui pénalisent tous ceux qui n'ont aucune responsabilité dans la crise actuelle, *mais c'est ainsi*, il

y a de *moments* où des *décisions* dures et graves doivent être prises» ! Les discours des ministres du gouvernement précédent de droite – dont la politique sauvage a mis à sac l'économie du pays et ses finances publiques –, excellaient, il y a à peine quelques années, par leur cynisme brutal et l'arrogance abjecte des vainqueurs. S'ils ne relèvent pas de ce même cynisme – encore que... –, les discours du «socialiste» Papandréou et de ses ministres, relèvent en revanche, froidement, de la froideur du «fait accompli» et de la «décision souveraine» du Prince ! Il n'y a qu'à entendre les discours des ministres grecs les plus impliqués dans le train de réformes néolibérales en cours (ministres de l'économie, du travail, des finances, et de la santé), pour avoir littéralement froid au dos. Suivons leur «raisonnement» et leur «rhétorique».

L'AIDE À LA GRÈCE



Un processus en quatre temps

Premier temps : sourds aux tumultes de la rue, insensibles aux souffrances et aux sacrifices imposés à la majeure partie de la population grecque, et singulièrement aux plus démunis, ils entonnent la cascade de mesures et de décisions prises dans les termes de la plus plate rhétorique technocratique et gestionnaire: «La crise est», «c'est un fait». «Le déficit public est», «c'est un fait», «la dette publique explose», «c'est un fait» «Il n'y a rien d'autre à faire que de réduire les salaires, les pensions, les dépenses publiques, augmenter la TVA etc.», «c'est un fait». Ces quatre «faits» ont, dans la tête desdits responsables gouvernementaux, la puissance de «faits accomplis», mieux, de «faits naturels», au sens strict du terme, c'est-à-dire des «faits» indépendants de la volonté humaine et des choix qui peuvent faire l'objet de délibérations. Ils échappent par conséquent à toute discussion, à toute mise en question, à toute contestation possible.

Deuxième temps : Tous ces «faits» qui se connectent avec une foule d'autres «faits» considérés tout aussi «naturels» que la rotation de la terre sur elle-même – orthodoxie monétaire, privatisations, dérégulation du marché et du travail, compétitivité, flexibilité, colonisation par le capital des secteurs d'activités qui lui échappaient jusqu'ici, marchandisation de la santé et de l'Éducation, économie et souverainetés étatiques mises à la disposition des aléas de

la Bourse, agences de cotation, tests d'endurance du système bancaire, etc., –, tous ces «faits» posent des «problèmes», des problèmes immenses, qu'il faut résoudre toutes affaires cessantes. Il faut transformer les sociétés, vaincre leurs prétendues inerties et leurs réelles résistances afin de les «harmoniser» avec ces «faits naturels». Pour se faire, il faut des «décisions souveraines», des décisions en «état d'urgence».

Troisième temps : «La mondialisation néolibérale est», «il n'y a rien à faire», «c'est un fait» – fait «naturel» lui aussi. Dans ces conditions, mondialisation néolibérale d'une part, «état d'urgence» de l'autre, la «décision souveraine» relève en tout premier lieu des instances supranationales, FMI, BCE et Commission européenne (CE). Inutile de préciser que les deux premières institutions ne disposent d'aucune légitimité démocratique-électorale. Quant à la troisième, la Commission européenne, le simulacre du «contrôle» qu'exercerait sur elle le Parlement du même nom, n'est plus à démontrer. On l'a vu, entre autres, avec l'adoption du dernier Traité et lors de la deuxième nomination à sa tête de l'inénarrable Barroso, ce pitre du néolibéralisme.

Quatrième temps : les décisions ainsi dictées doivent être appliquées, exécutées sur le champ. C'est le sens du fameux «Mémoire» signé il y a quelques mois entre le gouvernement grec d'une part, le FMI, la BCE et la CE de l'autre. Les parlements nationaux deviennent alors des simples «chambres d'enregistrement» – si ils renâclent, on passe de force, s'il y a de manifestations et de mobilisations on fait la sourde oreille et/ou on réprime; quant aux gouvernements nationaux se transforment à des dociles organes d'exécution. Et c'est ici que l'«homme politique» se mue purement et simplement en bureaucrate type, en technocrate, adoptant le fond et la forme de l'agir bureaucratique tel que nous l'avons décrit plus haut:

1) il sépare radicalement les «moyens» et les «fins» – en tant que bureaucrate, il est l'homme de seuls «moyens», les «fins» non seulement lui échappent, mais il se donne pour règle expresse de s'abstenir de toute évaluation les concernant et

2) partant de cette vision réductrice, il ramène toute question, sociale, politique, économique etc., à un «problème» purement technique à résoudre – en tant que bureaucrate, il est l'homme de procédures quantitatives: calculer, compter, dénombrer, gérer des flux et des reflux, réduire, augmenter, mettre en équation etc., homme robot, soumis à l'empire d'une logique purement comptable. L'articulation de ces deux caractéristiques fondamentales de toute bureaucratie se noue au-dedans du concept d'«efficac-

cité». Le seul titre de «légitimité» qu'exhibe la bureaucratie est celui de son «efficacité». A son autel il est disposé à sacrifier – sans même s'en rendre compte – toute autre considération extérieure à la «sphère de moyens», à savoir toutes les considérations relatives à l'équité, à la justice sociale, à la dignité humaine, à l'égalité, à la solidarité entre tout ce qui porte visage humain, les trois générations des Droits de l'Homme et, par voie de conséquence, les principes mêmes de la Démocratie délibérative. Pour se donner bonne conscience, «bonne conscience juridique», ils se targuent de la stricte *légalité* des décisions qu'ils prennent, contraints et forcés, en «situation d'urgence» – légalité dont il est permis par ailleurs de douter de son caractère «stricte», mais qu'importe ! Nous savons en revanche que très souvent, surtout en situation décrétée «d'exception», la conscience juridique n'est «bonne» et vraiment «tranquille» que lorsque la *légalité* est oublieuse de sa sœur aînée, la *légitimité*. Et lorsque *légalité* et *légitimité* sont affectées de strabisme, lorsqu'elles se séparent et s'écartent dangereusement, alors il faut s'attendre à tout et craindre le pire... Leur divorce ne se conclut jamais à l'amiable...

Telle est malheureusement l'image que nous renvoient aujourd'hui la plus part de ministres et de responsables socialistes grecs, l'image de bureaucrates zélés, efficaces, froids, bornés et têtus. Leurs discours publics et leur rhétorique semblent indiquer qu'ils ont abdiqué de penser, si penser signifie encore «juger» des finalités du vivre ensemble – une vie digne d'être vécue. Il est vrai que lesdits «ministres» ont pris sur leurs frêles épaules – la plupart sont relativement jeunes – le poids d'un travail immense, véritablement «surhumain» si ce n'est «inhumain», poids qui les empêche sans doute de réfléchir et de penser au-delà de leurs tâches immédiates et à court terme. Aussi, en ces mois torrides d'été grec, le premier ministre a pris soin de s'adresser publiquement à ses ministres : *«Je sais l'immense travail que vous avez accompli, mais je vous en conjure, prenez quelques jours de vacances, sans honte ni culpabilité, vous le méritez, mais sachez bien qu'en rentrant un travail colossal vous attend»*. Des paroles qui, dans le contexte actuel, pèsent de tout leur pesant d'or.

Un dernier point enfin, lequel, s'il apparaît hyperbolique, ne doit pas nous empêcher de nous interroger sur les potentialités de cette réduction de la sphère politique à la sphère techno-bureaucratique. Des historiens et des philosophes contemporains se sont penchés sur la catégorie de «crimes de bureaux» pour tenter de comprendre la spécificité des mécanismes qui ont rendu possible les innombrables crimes, crimes de masse, commis dans les années 1930, début des années 1940, par les régimes totalitaires qu'il est inutile de nommer ici. Nous savons à présent, que dans cette complexe Institution criminelle d'Etat, la bureaucratie joua, en dehors et à côté des appareils de répression proprement dit, un rôle capital, décisif. Les bourreaux n'étaient pas tous des «monstres» – il en a eu bien évidemment –, mais des hommes ordinaires, des bureaucrates besogneux et consciencieux dans leur propre sphère, la «sphère des moyens» et des «techniques». Ils avaient une foule de «problèmes» à résoudre: dénombrer, classer, établir de priorités, gérer des flux, calculer, coordonner, ajuster des quantités, organiser de déplacements, etc. La finalité de toutes ces opérations – qui ont scellé le sort de millions de personnes – était pour eux, «hors champ», elle n'était pas de leur ressort. Ils en étaient indifférents. Ils ne faisaient que leur travail et ils le faisaient sans haine, mais avec précision et zèle. Des bureaucrates types. La dernière parole d'Eichmann à son procès fut : *«coupable mais pas responsable»*. Pour avoir assisté au procès et observé attentivement Eichmann, H. Arendt dira à son sujet : *«Il n'est pas un monstre. Il est tout simplement un homme qui avait cessé de penser»*.

Et pour éviter tout malentendu je tiens à l'affirmer clairement: par cette remarque je ne suggère absolument aucune comparaison ni même une quelconque mise en rapport. Une telle insinuation serait absurde, stupide et odieuse. Toutefois, les références à d'autres contextes historiques, bien que sans commune mesure, voire même sans un rapport direct avec des contextes présents, peuvent nous inciter à nous ouvrir à quelques questionnements pour une compréhension plus lucide et plus vigilante des enjeux qui taraudent nos sociétés dites «postmodernes». On ne joue pas impunément avec des mots comme «état d'exception», «état d'urgence», «état de siège», «nous ou le déluge»...etc.

Yannis Thanassekos, Athènes, juillet 2010

1) Voir mon article dans *A Contre Courant*, n°215, juin-juill et 2010 et dans le *Bulletin du Cadtm* du 21 juin 2010.

2) Mon propos ici ne prétend pas d'analyser ou de commenter les réformes en question. Elles sont la copie conforme des mesures d'austérité sévère mises en œuvres dans tous les pays européens et à ce titre elles ont déjà fait l'objet de nombreuses analyses critiques qui dénoncent leur inanité et leur inhumanité. C'est le discours et la rhétorique des responsables politiques qui m'intéresse.

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas.

Nous publions ci-dessous l'édito d' "Alternative Libertaire" n°196 (Juin 2010). "Alternative Libertaire" coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque. Abonnement: 20 euros pour un an (11 numéros). Adresser un chèque à "Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19.

Choc contre choc

L'austérité est au rendez-vous partout en Europe. La Grèce a inauguré une série qui, soyons en sûr, ne s'arrêtera pas aux frontières de l'Europe du Sud. Certes, l'Espagne et le Portugal sont les prochains sur la liste des pays à qui il faut imposer les normes du FMI et de la Banque mondiale.

Mais la Grande-Bretagne vient d'annoncer une cure d'austérité et la France de Sarkozy/Fillon est entré dans la rigueur. C'est bien le « capitalisme du désastre » s'appuyant sur la « stratégie du choc » qui est à l'œuvre aujourd'hui en Europe. Il s'agit clairement de détruire les quelques avancées en termes de retraites, de protection sociale et de services publics.

Tout doit être offert sur l'autel de la rentabilité marchande. On rase gratis. Et pour cela, les capitalistes peuvent s'appuyer sur une opportunité rêvée : la Dette. Tous les pays en ont une et qu'importe qu'elle ait été déjà remboursée plusieurs fois et que ce soient les intérêts qui courent encore qu'il faille payer. L'essentiel est d'avoir un prétexte pour ruiner virtuellement un pays et lui imposer les « Plans d'ajustements structurels » qui font le bonheur du FMI Strauss-kahnien.

Plonger les pays dans la crise pour en faire un terrain de jeu géant pour capitalistes, voilà ce qu'ils nous réservent. En Grèce pourtant les travailleurs et les travailleuses occupent la rue et multiplient les journées de grève générale. En Espagne c'est également ce qui se profile.

A la « stratégie du choc », c'est bien le « choc des luttes » qu'il faut opposer.

Alternative libertaire, le 27 mai 2010

Comprendre la complexité de la lutte du peuple palestinien pour le soutenir véritablement

Dans le dernier numéro d'ACC, la reproduction d'un texte de septembre 2001 intitulé «*sortir le conflit israélo-palestinien de la logique de l'impossible compromis territorial*», nous est présenté comme le point d'appui à l'ouverture d'un débat qui consisterait à revenir à une position juste face à l'absurde acceptation d'un affrontement sans fin» des deux parties. Outre le fait que cette «analyse» des «deux camps ennemis» place l'agresseur et l'agressé sur le même plan, elle oblitère la nature de la lutte anticoloniale de la résistance palestinienne. Soulignant, ce qui n'est pas contestable, «*qu'un retour aux frontières de 1967 est devenu pratiquement impossible*», est formulée la perspective de «l'unification» par la création, non de deux Etats, mais celle d'un Etat unifié, démocratique, déconfessionnalisé où coexisteraient juifs, chrétiens, musulmans, agnostiques et athées. Ce n'est d'ailleurs pas cette vision stratégique qui est en soi utopique mais plutôt l'absence d'analyse concrète de la situation vécue par les Palestiniens, par les Israéliens voire «l'oubli» du contexte global dans laquelle s'insère cette lutte anticoloniale. Qui plus est, cette vision extérieure prétend se substituer à la «défaillance» des organisations palestiniennes en organisant en quelque sorte une pression avec toutes les organisations...françaises... qui seraient à même de la partager. Pire «l'alternative de l'unification» qui se présente comme une «nouvelle logique de compromis» pour sortir de la logique de guerre dans laquelle seraient enfermés les deux protagonistes me semble être une position pacifiste de capitulation au regard de la réalité par ailleurs soulignée comme celle «d'un rapport de force qui n'a jamais été autant déséquilibré au détriment du peuple palestinien». Doit-il négocier en position de faiblesse ? N'est-ce pas ce qu'a tenté de faire vainement l'Autorité palestinienne à qui ni les USA ni l'Europe ne veulent reconnaître l'embryon d'un Etat, ce qui permet aux sionistes de poursuivre la colonisation ? En fait, l'article de 2001 repose sur une surestimation tout à fait erronée du processus d'Oslo et une fausse appréciation du rôle joué par les Etats-Unis et la Communauté internationale: elle serait en capacité d'imposer aux belligérants des «deux camps, de s'arracher à leurs limites nationales et religieuses» dans une «confrontation démocratique». A moins qu'Israéliens et Palestiniens ne s'y résignent par miracle ?

Contrairement à l'impuissance des pacifistes qui mettent sur le même plan le colonisé et le colonisateur, et au risque d'apparaître comme bellicistes, force est de constater «*qu'il faudra que ça aille plus mal pour que ça aille mieux*»¹. D'ailleurs force est de constater, malgré les massacres à Gaza, la corruption de l'Autorité palestinienne, le mur de la honte, que l'Etat d'Israël n'a jamais autant été isolé sur la scène internationale.

Reste la question de savoir pourquoi le mot d'ordre d'une Palestine démocratique où Israéliens et Palestiniens coexisteraient a été abandonnée par l'OLP.

Je me propose d'y répondre en partie. Seront examinées ensuite les conditions actuellement défavorables à la mise en œuvre de la vision stratégique d'un seul Etat démocratique et laïc. La réalité n'est d'ailleurs pas figée, le soutien de l'impérialisme US empêtré dans les guerres d'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan n'est pas immuable, la résistance palestinienne évoluera...Toutefois, dans l'immédiat, ceux qui veulent soutenir véritablement le peuple palestinien, doivent favoriser l'émergence de conditions moins défavorables que celles que lui impose «l'Etat juif».

I) Echec, nouvel échec.... jusqu'à la victoire finale ?

Pour prétendre, dans le cadre limité de cet article, faire le bilan des difficultés rencontrées et des impasses dans lesquelles s'est engouffrée la résistance palestinienne, on peut pour le moins insister sur ses échecs et l'isolement croissant de l'OLP avant la première Intifada, isolement renforcé par la conjonction de la stratégie étatsunienne mise en œuvre à partir des années 1970, la poursuite de la colonisation israélienne ainsi que le reflux des forces anti-impérialistes et révolutionnaires dans le monde à partir des années 80. Tenons-nous en aux échecs.

En 1968, lors de son troisième congrès, l'OLP définit la future Palestine comme un «*Etat démocratique, progressiste, non confessionnel dans lequel juifs, chrétiens et musulmans vivront en paix, en jouissant des mêmes droits*». C'est au lendemain de la guerre des six jours (1967) au cours de laquelle Israël triple la surface de son territoire en envahissant la bande de Gaza, le Golan, la Cisjordanie et Jérusalem Est. C'était au moment de la deuxième expulsion massive de Palestiniens après la Nakba (1948). Paradoxalement, malgré la déroute des armées arabes, l'OLP avait prouvé qu'elle était non seulement la seule organisation à résister avec quelque efficacité mais surtout la seule représentante légitime du peuple palestinien face à l'effondrement du mythe nassérien et au processus de colonisation et d'occupation. La conjoncture semble favorable: l'ONU exige qu'Israël se retire des territoires occupés, l'OLP obtient la reconnaissance internationale mais aussi des «*balles enrobées de sucre*» car le soutien financier octroyé par les pétromonarchies n'est pas sans contreparties². Plus révélateur du basculement qui va s'opérer, c'est l'engagement des Etats-Unis qui, dès 1967, occupent la place de la France et de la Grande-Bretagne défaillantes. En 1969, Nixon garantit à Israël «*une marge de supériorité technologique et militaire sur tous ses voisins arabes*». La «relation spéciale» se transforme en «alliance stratégique» pour défendre les intérêts pétroliers US et le maintien des dictatures arabes sous-contrôle.

L'OLP, dont les bases de repli sont situées en Jordanie pour l'essentiel, parvient difficilement à maintenir des réseaux de résistance au sein des territoires occupés. Il faut dire que la répression sioniste était impitoyable. Qui plus est, comme le Hamas aujourd'hui, qui en quelque sorte lui succède, l'OLP ne prend pas position sur les questions sociales, ignore de fait les Arabes israéliens et encore plus les juifs orientaux victimes du racisme et de l'exploitation. Cet isolement nationaliste la coupe également des couches populaires jordaniennes puis libanaises. Et puis l'argent des pétromonarchies «l'aide» à développer des représentations diplomatiques et, par conséquent, toute une bureaucratie qui la gangrène. Certes, le Fatah, hégémonique au sein de l'OLP, est responsable de cette dérive. Mais il en est de même, sous d'autres formes, pour les organisations se réclamant du marxisme qui développent des positions militaristes (détournement d'avion, etc.) incantatoires sans prises réelles avec leurs supposées bases sociales. Ainsi le FPLP, jusque dans les années 1970, prône la révolution arabe globale sans en avoir ni les moyens, ni la légitimité.

Premier échec - Septembre noir, 1970

On sait désormais que l'OLP a provoqué un affrontement nuisible avec l'Etat jordanien sans avoir d'ailleurs tissé des relations et des alliances avec cette société, bédouine pour l'essentiel, qui tolérait la présence massive de Palestiniens. Les

USA soutenaient le roitelet de Jordanie qui ne pouvait pas contrer la sympathie pro-palestinienne au sein de sa population. Lui et la clique qui l'entourait rêvaient toujours de fonder, comme on lui avait laissé croire, un régime transjordanien incluant la Cisjordanie palestinienne. Mais pour les USA, il était hors de question que la Jordanie devienne une base d'appui pour les commandos de l'OLP s'infiltrant en Palestine occupée. Et le ministre US Rogers a préparé un plan de destruction de la résistance palestinienne et l'a mis en œuvre au moment le plus favorable, lorsque les affrontements entre l'Etat jordanien et l'OLP sont devenus à ses yeux intolérables. L'armée jordanienne étant peu fiable, des troupes pakistanaises furent importées et sous le commandement du général Zia-al-Klad (il deviendra plus tard – en récompense ! - chef d'Etat de son pays) de terribles massacres furent perpétrés. Les commandos de l'OLP, vaincus, se réfugièrent au Liban entraînant avec eux de nombreux Palestiniens.

Nouvel échec

Au Liban, la résistance palestinienne ne tire pas les leçons du désastre jordanien. Elle ne construit pas de solidarité réelle avec le peuple libanais, notamment avec les classes populaires, à dominante chiite, à Beyrouth et au sud Liban. Elle maintient juste un droit de passage pour ses commandos qui s'infiltrèrent en Israël, assènent des coups sans lendemain. Interdits de travailler hors des camps où ils sont confinés, parqués, dépendant de l'aide extérieure, les réfugiés palestiniens sont de fait isolés, piégés. L'argent qui arrive en masse à l'OLP en provenance des pétromonarchies, de Syrie, d'Irak, sert surtout à entretenir, outre des milices concurrentes, une armée de diplomates et de technocrates, plus ou moins corrompus, plus ou moins soumis, instrumentalisés par les régimes arabes et leurs services spéciaux. Vaille que vaille, Arafat maintient un fragile équilibre entre les différentes factions. Israël, profitant de la faiblesse et de la concurrence entre les différentes organisations libanaises, de l'arrogance des commandos palestiniens et de la prégnance des forces fascistes pro-américaines, parvient de son côté à instrumentaliser les forces phalangistes libanaises et à entretenir un climat de haine contre les Palestiniens. Mais l'existence, même affaiblie, de l'OLP et surtout ses visées expansionnistes sur le sud-Liban, amènent les forces sionistes, sous commandement de Sharon, à procéder à l'invasion du Liban jusqu'à Beyrouth. Malgré une résistance héroïque la bataille est perdue. L'OLP est isolée. Sous la protection de la communauté internationale, elle s'exile à Tunis. Quant aux Palestiniens du Liban, ils subissent d'atroces massa-

Alerte... et solidarité !

Le Collectif Haut-Rhinois Pour une Paix Juste et Durable au Moyen Orient a organisé le 26 septembre 2009, une action d'information des consommateurs venant s'approvisionner au Carrefour de Mulhouse concernant la campagne internationale "Boycott, Désinvestissement Sanctions" lancée à la demande de très nombreuses organisations politiques et associatives de la société civile palestinienne. Lors de cette action, une intervention de la police appelée par la direction du magasin s'est terminée par le relevé d'adresse de cinq camarades.

Ils ont par la suite été convoqués pour donner suite à la plainte du magasin et de l'officine nationale "Observatoire National de l'Antisémitisme". Trois d'entre eux (à ce jour) sont convoqués devant le Tribunal Correctionnel de Mulhouse. La première audience devrait avoir lieu 13 septembre 2010.

Une campagne de solidarité va se mettre en place. Pour tout soutien et contact : AFPS 68 chez Guy PETERSCHMITT 1 rue des oies 68000 COLMAR. Tél/Fax 03 89 24 27 87 Courriel: g.peterschmitt@calixo.net

ces (Sabra et Chatilla). Dans la capitale tunisienne, les dirigeants de l'OLP (en fait du Fatah), loin de leurs bases et en position d'extrême faiblesse, s'appuyant sur leurs missions diplomatiques et les Etats-Unis qui se présentent comme «un intermédiaire honnête», prônent «la victoire grâce à la négociation». Malgré les palabres, cette volonté pacifiste ne rencontre guère de succès... jusqu'en 1987.

La première Intifada et la capitulation du Fatah

En décembre 1987 éclate la révolte des pierres. Tout un peuple aux mains nues, dans les territoires occupés, se soulève, s'insurgeant contre l'occupation et la colonisation rampante. De l'intérieur, de nouvelles organisations civiles organisent cette résistance désespérée. L'espoir a ressurgi malgré le discrédit et l'éloignement de l'OLP. Débute alors un processus de paix en 1991 à Madrid, qui aboutira aux accords d'Oslo (1993-95). Car face à une opinion publique internationale qui s'indigne des tueries et des emprisonnements de Palestiniens, ladite communauté internationale instrumentalise ce désir d'apaisement et de rapprochement entre Palestiniens et une minorité d'Israéliens pacifistes. L'OLP, qui a déjà admis l'existence de l'Etat colonial sioniste, accepte la création hypothétique d'un proto-Etat sur 22% du territoire de la Palestine historique, objectif qu'elle n'obtiendra pas malgré les promesses formulées. Bill Clinton exige d'Arafat qu'il renonce à la violence, en fait au droit de résister à la violence coloniale. La route d'Oslo a été la voie du désastre, de la capitulation du Fatah. Dans l'euphorie du retour des cadres venus de Tunis, de l'instauration de l'Autorité palestinienne, cette réalité restera masquée, malgré le fait que le sale boulot de répression, sous l'égide de la CIA, sera géré par les flics palestiniens eux-mêmes. L'occupant réussira ainsi à démanteler la résistance civile et la lutte à la base, un appareil d'Etat sans Etat lui servant de couverture. Toutefois, tant que le «vieux lion», Arafat vivant, demeurera, l'assujettissement ne sera

pas réalisé. Et puis d'autres protagonistes naîtront de la seconde Intifada (2000) après la provocation de Sharon sur l'Esplanade des Mosquées mais c'est déjà une autre histoire que celle du Fatah...où le népotisme, la corruption, le clientélisme, tiennent lieu pour l'essentiel de politique. Pas étonnant dans ces conditions que l'organisation la mieux structurée, le Hamas, forte de l'effondrement du nationalisme arabe, se fondant sur la «culture» islamique, s'assurant une image d'intégrité, se soit développée. Les élections de 2006 lui assurent un succès incontestable. Les USA et l'Union européenne s'empres- sent de refuser le verdict des élections démocratiques et l'aide européenne est suspendue. Des geôles palestiniennes, les voix séquestrées des prisonniers et du premier d'entre eux, Marwan Barghouti, se font entendre. Mais la violence sioniste éclate avec plus de fureur. C'est l'invasion du Liban en 2006 et le premier fiasco politique israélien, puis le bombardement inhumain de la bande de Gaza en décembre 2009 - janvier 2010... deuxième fiasco politique de l'Etat sioniste.

Sous l'apparente répétition des mêmes crimes et massacres de masse perpétrés par l'Etat colonial d'Israël, naissent désormais de nouvelles lueurs d'espoir malgré les conditions toujours défavorables à l'émergence en Palestine d'une solution démocratique et progressiste où coexisteraient Palestiniens et Israéliens.

(A suivre)

Gérard Deneux

1) *Virginie Tilley in Ouvrage collectif Israël, Parlons-en, sous la direction de Michel Collon*

2) *Les pétromonarchies, proaméricaines, féodales, développant un islamisme rétrograde, exigent bien évidemment que les caractères de leur politique ne soient pas mis en cause, ce qui limite l'anti-impérialisme de la lutte palestinienne.*

Le Service Public et les droits fondamentaux

Contribution au débat du 28 juin 2010 à Vesoul, organisé par le Collectif 70

Afin d'engager un débat constructif au sein du Collectif, où se retrouvent des organisations (partis, syndicats), des associations formant un large spectre idéologique allant de la gauche sociale-libérale à la gauche plus radicale, il est apparu important de nous interroger sur ce qui nous unit pour faire en sorte que *«le maintien et le développement du service public participent à imposer une société plus juste et plus égalitaire»*, tel était le thème du débat.

1 - Quelques propos sur l'évolution historique du service public et sur le contexte idéologique majoritaire en France

En premier lieu, **pour ne pas mythifier le «service public à la française»**, il faut rappeler que la notion de service public est le fruit d'un développement historique de longue durée, qu'il s'est construit dans les **contradictions d'intérêts entre classes dominantes et classes dominées**. Le premier service postal remonte à Colbert au 17^{ème} siècle, en l'occurrence, il servit à conforter le pouvoir royal et à satisfaire l'essor économique de la bourgeoisie.

Au cours de son histoire, le service public a pris **diverses formes juridiques**: administrations d'Etat (poste, équipement, trésor, éducation nationale, recherche ...), entreprises publiques (énergie, transports, communication), régies ou société d'économie mixte (transports urbains, assainissement ...), services des collectivités territoriales (régions, départements, communes), entreprises privées bénéficiant de concession de service public (eau, ordures ménagères...), activités confiées à des associations avec financement public, et le cas particulier de la santé reposant sur les structures hospitalières privées et publiques et la médecine libérale.

Ce modèle français du service public, malgré des avancées démocratiques, économiques et sociales, a révélé ses limites, marquées par l'étatisme, du fait, notamment, de sa conception des nationalisations donnant tous pouvoirs aux ministères de tutelle, **sans jamais progresser vraiment vers une appropriation sociale**; les droits d'intervention et de contrôle des usagers sont restés embryonnaires et le paritarisme est devenu une cogestion du système mis en place. La preuve objective a été faite de l'impossibilité de confier au système capitaliste la production des biens et des services nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux.

En second lieu, et pour comprendre que les luttes de défense du service public menées depuis une trentaine d'années n'ont pu éviter les reculs subis en matière des droits sociaux et des

services publics, il est nécessaire de les resituer dans le **contexte économique-politique** de toute cette période. En effet le pouvoir des classes dominantes sur les classes dominées est toujours d'actualité, dans la société du libéralisme économique et du capitalisme financier, instituant la concurrence et le marché libre et non faussé comme la norme. Ce modèle de régulation des relations dans la société est devenu le seul possible, et, dès 1983, a été adopté par les gouvernements dits socialistes; il a accentué l'exigence des rentabilités élevées imposées par les marchés financiers et a imposé au service public son adaptation qui, pour ne pas disparaître, a été sommé de répondre à trois défis:

- efficacité, la concurrence étant reconnue comme l'aiguillon permettant d'offrir le meilleur service au moindre coût, alors qu'elle ne vise qu'à placer de nouveaux secteurs d'activités sous la coupe des groupes privés et qu'elle est fréquemment et presque inévitablement cause de surcoûts et de dysfonctionnement (cf. l'odyssée des chemins de fer britanniques)

- modernité, l'introduction des nouvelles technologies étant mise en avant comme un moyen de reconnaissance des individus (salariés et usagers) alors qu'elle se traduit par la déshumanisation des services et l'aggravation du chômage

- rentabilité des services, et, pour ce faire, la nécessité de se placer sur le marché des capitaux, rendant ainsi incontournable leur privatisation.

Dans ce contexte politique, seules ont été admises les deux conceptions suivantes du service public: la conception libérale qui n'admet le service public dans la production et la distribution de biens et de prestations que lorsque les lois du marché ne peuvent s'appliquer (autant dire presque rien) et la conception sociale-libérale, compromis entre le service public et l'économie de marché, le service public étant vu comme un correcteur ou un atténuateur des effets négatifs du marché. Derrière des arguments de bonne gestion, s'est cachée longtemps l'idéologie ultralibérale et certains éléments de la Gauche dite socia-

liste les a adoptés, livrant des pans entiers du service public au privé, usant de la novlangue néolibérale: il s'agissait, nous disait-on d'ouverture au capital.

On voit bien, par conséquent, la difficulté de la lutte pour un autre service public, entendu comme un des leviers pour transformer l'ensemble de la société vers plus de justice et de solidarité. En effet, le service public, ce n'est pas la charité pour les plus pauvres, ce n'est pas un service minimum pour ceux qui n'ont rien, dans lequel les riches peuvent, par exemple, bénéficier des meilleures techniques de soins, les pauvres devant se contenter du minimum. Ce n'est pas un gadget dans une social-démocratie où l'on atténue la pauvreté des plus pauvres.

C'est un moyen pour étendre les droits humains, pour impulser le progrès social, pour sécuriser l'emploi et la formation, pour améliorer les conditions de vie des populations. C'est un outil au service d'un type de développement «non productiviste», partant des besoins des populations, du partage des ressources et des richesses

2 - Dès lors, est-il possible d'affirmer l'existence du service public dans le système du capitalisme libéralisé actuel, dont le constat est accablant ?

La politique ultralibérale, de déréglementation des marchés financiers **a aggravé les aliénations et les dominations**. Le poids des sociétés multinationales s'est renforcé dans tous les secteurs (agriculture, industrie, commerce et services). La masse des capitaux échangés chaque jour est largement supérieure aux capacités d'intervention des Etats. Ce sont les groupes opérant sur ces marchés qui contrôlent les circuits de financement, au détriment de toute maîtrise publique.

Le monde est miné par **des inégalités considérables** :

La société «croissantiste» (selon Paul Ariès), société capitaliste (disent les marxistes) du 21^{ème} siècle creuse encore plus l'écart entre les classes sociales: la nouvelle classe dirigeante mondiale est obscène, nous dit-il :

- Le revenu des 1% des plus riches = celui des 57% des plus pauvres.
- Près de 1,5 milliard d'individus ont moins de 1 dollar par jour pour vivre.
- 800 millions de personnes souffrent de la faim.
- 1,2 milliard n'ont pas accès à l'eau potable.
- En France on compte plus d'un million d'enfants pauvres.
- 200 000 personnes sans abri.
- 140 000 coupures électriques annuelles pour cause d'insolvabilité.
- 7 millions de pauvres (12,5 % de la population) en 2004.

On est loin du «vivre ensemble» dans la solidarité avec le souci d'égalité: notre République (dont certains se gargarisent) et ses principes en est réduite à de l'incantation.

Dans la société du capitalisme libéralisé, l'individu ne semble valoir que par ce qu'il consomme, en fait par sa capacité à acheter des marchandises. Nous sommes censés être des habitants d'un grand marché où vivent les acheteurs et les vendeurs, la concurrence libre et non faussée régulant (soi-disant !) «naturellement» l'ensemble. Et pour nous permettre d'être consommateurs, le système a prévu la publicité pour nous vanter les meilleurs produits dont on n'a pas besoin, que l'on va devoir acheter et, si on ne peut acheter, le crédit le permettra !

Face à cela, défendre le service public, est bien une **lutte de reconquête idéologique et pratique**, contre le pouvoir sarkozyste, aujourd'hui. La question du service public est celle du choix d'un modèle de société. **L'enjeu pour le Collectif des Etats Généraux du Service Public** (au niveau local et au niveau national) **est d'avoir la capacité à dépasser nos différences pour «confronter» nos idées, en partant de ce qui nous unit.**

Quand nous revendiquons l'existence du service public, nous partageons des valeurs communes à faire advenir dans notre société, c'est cela qui nous unit. Et si nous voulions recenser les avis dans le Collectif, tous nous serions d'accord pour une société où se développent :

- la solidarité, garantissant des services accessibles à tous avec des financements mutualisés



- Et en plus, elle crève la vieille carne.

- l'égalité, garantissant le droit d'accès pour tous à un certain nombre de biens jugés essentiels, indépendamment du niveau de revenus, offrant un service partout et de façon continue

- la démocratie, garantissant que les politiques publiques sont placées sous le contrôle des populations, décidées par les populations en fonction de leurs besoins

- le respect de l'environnement car nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous avons le devoir de la transmettre (viable) à nos enfants.

3 - Mais, au-delà des mots, qu'est-ce que ça signifie ? Quelle est notre boussole pour défendre l'existence du service public ?

Notre boussole ce sont les droits collectifs fondamentaux affirmés dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme en 1948, et notamment:

- *Le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté.*
- *Le droit à la sécurité sociale : toute personne est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.*
- **Le droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la**

protection contre le chômage, à un salaire égal pour un travail égal.

- **Le droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.**

- **Le droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires, le droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou en cas de perte de ses moyens de subsistance.**

- *Le droit à l'éducation gratuite.*

Dans l'affirmation de ces droits fondamentaux, il s'agit bien de **la conception du fonctionnement de la société qui est en jeu**. S'appuyant sur ceux-ci, nos échanges peuvent s'attacher à définir :

- **la qualité des biens communs de l'Humanité** (eau, air, ressources naturelles...) et ce qui ne doit pas être privatisé

- **le champ d'intervention** du service public, ce qui doit être accessible à tous en y intégrant les technologies récentes, les transports, l'interdiction des coupures d'eau, de gaz, de téléphone, le logement, les activités bancaires et d'assurances, un revenu minimum pour tous et un revenu maximum, etc

- **le mode de gestion** démocratique du service public, introduire la notion de gratuité, d'usage et de mésusage, etc.

Si l'on s'accorde sur ces principes, l'on va à l'encontre du système du capitalisme libéralisé, dans lequel le besoin d'élévation du niveau de vie des populations se heurte à la recherche systématique d'économies sur les hommes, dans lequel la préservation des équilibres écologiques se révèle incompatible avec des choix d'investissement fondés sur la maximisation du taux de profit et dans lequel l'aspiration à une démocratie authentique est entravée par la concentration des pouvoirs dans les mains des plus gros actionnaires.

Agir pour une transformation progressiste de la société, donnant une place essentielle au service public, suppose donc la remise en cause de la dictature des marchés financiers et des rapports sociaux capitalistes, pour s'émanciper des limites et des contraintes dont ils sont porteurs, mais aussi à une remise en cause de l'Etat au service de la classe dominante.

On ne peut se satisfaire d'une construction qui se contenterait de soustraire les activités de service public des règles du marché et de la rentabilité en laissant celles-ci s'exercer partout ailleurs. On ne peut qu'inventer un modèle de développement intégrant une gestion économe des richesses naturelles et soucieuse de leur renouvellement, qui soit en même temps susceptible d'assurer à chacun les moyens de vivre décemment, à travers l'accès à la nourriture, aux moyens de se vêtir, de se loger, de se déplacer et de communiquer, de se soigner et de s'éduquer, et aux biens indispensables comme l'eau, l'air et l'énergie. L'on doit, aussi, s'interroger sur la notion d'**appropriation sociale des ressources** et des moyens de production, permettant de redistribuer les fruits de leur exploitation aux habitants, pour faire reculer les inégalités, aliénations et dominations. C'est d'autant plus d'actualité que les ressources naturelles traditionnelles sont en voie d'épuisement (pétrole et gaz), que leur exploitation productiviste a des impacts sur les biens communs comme l'eau et l'air, que la pénurie d'eau fait déjà l'objet de multiples conflits armés.

Quand nous acceptons de nous réinterroger, ensemble, sur le service public, nous acceptons de nous interroger sur le modèle de société que nous voulons défendre.

Quand nous participons aux Etats Généraux du Service Public nous savons qu'il ne s'agit plus d'être défensifs mais qu'il s'agit de proposer un service public, levier d'un modèle de société juste et solidaire, parce que nous voulons redonner espoir, face à l'acceptation et à la résignation, dans notre force collective en tant qu'acteurs de la transformation sociale possible car nous sommes riches de notre composition multiculturelle, multicolore, de tous ceux qui vivent dans nos quartiers paupérisés, dans nos villages isolés.

Le 28 juin 2010

Odile Mangeot – Amis de l'Emancipation Sociale

On vous a déjà parlé de «Fakir» un (petit) journal, en vente pour 3 euros dans les bons kiosques ou sur abonnement (25 euros pour dix numéros à adresser à Journal Fakir 21 rue Eloi-Morel 80000 AMIENS). On en reparle pour signaler la parution de son numéro d'été avec un dossier «*Gros pognon et ballon rond*» et un reportage consacré à «*Jean-Charles Naouri, l'économie casino*». Mais avant même la parution de ce numéro, le Groupe Casino a réagi... en déposant une plainte. Bien décidé à ne pas se laisser faire, l'équipe de Fakir réagit à son tour en... diffusant le texte ci-dessous pour informer et lancer un appel à soutien.

Le Groupe Casino tremble devant Fakir (et réclame 75 000 €)

Avant même la parution du dossier, avec un reportage consacré à «*Jean-Charles Naouri, l'économie casino*», nous avons reçu des assignations au tribunal : le Groupe Casino et son PDG réclament 75 000 € à notre multinationale⁽¹⁾... «CASINO et son président, Monsieur Jean-Charles Naouri sont les victimes d'un véritable acharnement médiatique piloté par le journal FAKIR.» Vous ignorez, ça, vous. Nous aussi.

On se croyait un petit canard militant, brinquebalant, entièrement rédigé, dessiné, mis en page par des bénévoles, essayant timidement depuis la Picardie, mais voilà qu'en dix minutes chez l'huissier, hier après-midi, mercredi 23 juin, d'un coup, il nous est poussé des ailes de géant. Mieux que l'Incroyable Hulk, hop, d'un coup, notre association se transformait en conglomérat médiatique, en super-lobby, capable de «piloter» un «véritable acharnement médiatique». On est fortiches, non ?

On comprend qu'ils tremblent, en face. Ils sont si chétifs, si fragiles. Le pauvre Jean-Charles Naouri, seulement la 63ème fortune du pays, à la tête du petit Casino, 11 000 magasins dans le monde, 200 000 «collaborateurs», 26,8 milliards de chiffres d'affaires – et cette frêle société, contre l'énorme, la puissante, la gigantesque multinationale Fakir. Ce choc contre un titan de la presse doit leur donner des sueurs froides, la nuit.

On comprend, dès lors, que ces malheureux nous réclament plus de 75 000 €. C'est une paille, pour une holding comme la nôtre. 75 000 €, notre trésorière, Aline, elle va à peine s'en rendre compte: des chèques comme ça, avec plein de zéros, elle en signe deux trois chaque matin en prenant son café. Et au pire, en décembre, les dirigeants de la Fakirie diminueront un peu leurs stock-options...

On ne va pas pleurnicher. On le sait bien, en dix années d'enquête, que notre journalisme est un sport de combat. Que notre canard a frôlé la mort judiciaire, un paquet de fois, déjà. Et bizarrement, pourtant, de toutes ces batailles – dévoreuses de temps, d'énergie, d'argent – à chaque fois nous sommes sortis plus forts. Parce que vous étiez là, camarades lecteurs. Parce que vous serez là, on le devine déjà, enthousiastes, solidaires, combattifs. A la dernière Assemblée Générale de Casino, nous étions huit – et à huit seulement, nous avons perturbé le ronron. L'an prochain, prenons les paris : nous serons huit cents.

Pourquoi le cacher, enfin ? Il y a un soupçon de fierté. Jean-Charles Naouri, face à nous, c'est l'homme qui, dans les années 80, aux côtés de Pierre Bérégovoy, a libéré la Finance. Depuis, de fonds de pension en «private equity» (il a d'ailleurs fondé le sien), de rentabilité à 15% en super-dividendes, la dictature des actionnaires dévaste l'économie comme un nuage de sauterelles: la crise, c'est un peu, beaucoup, sa crise. Dans une démocratie normale, Jean-Charles Naouri devrait s'expliquer, en pleine lumière, au journal de 20 heures, devant des commissions parlementaires, sur les choix qu'il a opérés, dans l'ombre, il y a un quart de siècle. Mais il n'a pas à s'expliquer. Il trône tranquillement sur sa fortune, qu'il a bâtie depuis – grâce à la Finance. Alors, il y aura un espace public, maintenant, où cette histoire sera évoquée : ce ne sera pas son procès, ce sera le nôtre. Bon voilà.

Maintenant, c'est l'été. On va réfléchir à comment on se défend, comme on contre-attaque avec une gigantesque campagne nationale. Si vous avez des idées, si vous souhaitez nous soutenir, envoyez un courriel à laurent@fakirpresse.info.

Sans vous, on ne peut rien. Avec vous, on peut tout.

Et c'est pour ça qu'à la fin c'est nous qu'on va gagner...

L'équipe de Fakir

(1) Dans un courrier daté du 24 juin, Fakir fait savoir que le groupe Casino demande, en fait, près de 100 000 euros suite à un article paru sur le site internet fakirien. Pas de quoi démoraliser l'équipe du journal qui s'adresse à ses soutiens "nombreux et bagarreurs" : "ça vous dirait, par exemple, la diffusion d'un "spécial Naouri" à l'entrée des Petits Casino du pays ?

L'escroquerie de la nouvelle loi sur l'eau dans le Sud-Ouest

La nouvelle loi sur l'eau (la LEMA 2006 : Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques) va entrer dans sa phase d'application. C'est la troisième loi française sur l'eau.

La première (en 1964) créa principalement les agences financières de bassin (les Agences de l'Eau, une par bassin administratif ; il y a six bassins ; pour le Sud-Ouest c'est le bassin Adour-Garonne).

La seconde fut la Loi sur l'Eau de 1992 qui se traduit par des SDAGEs (schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux) pour chaque bassin. Cette loi comportait quelques sages mesures pour réduire les pollutions et pour restaurer les milieux naturels aquatiques. Ainsi furent interdits les dragages et les extractions de granulats dans le lit mineur (lit toujours en eau) des cours d'eau.

Pour une «gouvernance» (mot à la mode) démocratique dans la gestion des milieux aquatiques et l'utilisation de l'eau dans un bassin versant, la loi de 92 prévoyait la création de commissions paritaires : les CLEs : commissions locales de l'eau). Mais ces CLEs auraient dû remplacer des organismes existants, issus de la loi de 64 : les EPTBs (établissements publics territoriaux de bassin). Presque tous ces établissements (il en existe une trentaine en France dont sept en Adour-Garonne) sont totalement antidémocratiques car composés essentiellement sinon exclusivement (comme l'Institution Adour), d'élus territoriaux.

De la même façon, les Comités de Bassin, chambres consulaires définissant la politique générale de l'eau dans chaque bassin administratif, auraient dû avoir leur composition réformée. Ces comités regroupent, en une énorme majorité, des représentants du monde rural et agricole (promoteurs d'une irrigation sans limites) ainsi que d'autres voleurs d'eau (EDF avec les centrales nucléaires, industriels...); ne parlons pas de l'administration complice (Agence de l'Eau, préfectures et services de l'Etat). Les «simples» usagers de l'eau sont ultra-minoritaires et même non représentés dans les comités de bassin. Ainsi dans le Comité Adour-Garonne, sur une centaine de membres, siègent 5 représentants d'APNEs (associations de protection de la nature et de l'environnement).

Il n'est pas étonnant que, dans toute la période d'application de la loi de 92,

des aménagements hydrauliques néfastes aient continué à se faire et que les pollutions aquatiques se soient aggravées, malgré l'augmentation du nombre des stations d'épuration municipales ou intercommunales (des «établissements classés» bénéficiant, eux, d'une autorisation préfectorale de rejets polluants).

L'élaboration d'une nouvelle loi : une démocratie participative bidon

L'Union Européenne décida de synthétiser ses directives concernant l'Eau en une Directive Cadre (la DCE de 2000). Les états membres furent invités à réformer leur loi sur l'eau en élaborant des mesures destinées à faire parvenir, pour 2015, leurs milieux aquatiques de surface à un «bon état écologique» et leurs eaux souterraines à un «bon état chimique».

L'élaboration en France d'une nouvelle loi eut une gestation longue et cahotique. En janvier 2002 : première lecture du projet à l'Assemblée nationale, mais le changement de gouvernement élimine Dominique Voynet, la ministre de l'Environnement porteuse de la réforme. En 2003 démarre une consultation des acteurs sociaux et professionnels dans les bassins administratifs, le gouvernement avançant une feuille de route guère réformatrice. Ainsi, pour échapper aux objectifs de la DCE, on décrète, pour la majorité des «masses d'eau», un «risque de non atteinte du bon état en 2015».

En 2005, un questionnaire «grand public» est diffusé par les agences de l'eau avec des questions-réponses orientées. En 2006, après des allers-retours Sénat-Parlement, truffés d'amendements, la LEMA est enfin votée. En 2008 nouveau questionnaire grand public toujours aussi orienté et appel, en 2009, à des propositions auprès des associations (APNE, UFC, ATTAC, comités d'usagers, agroécologistes...).

Novembre 2009 : vote des mesures d'application de la loi (les SDAGEs) par les Comités de bassin.

Déception et indignation des APNEs quant au contenu de chaque SDAGE et quant au résultat des votes. En Adour-Garonne, seuls les cinq représentants des APNEs votèrent contre le SDAGE et contre son PDM (Programme de mesures).

Le SDAGE Adour-Garonne : des mesures en trompe l'œil

Pratiquement aucune des propositions formulées par les associations et par les abonnés à un réseau de distribution ne furent retenues dans le SDAGE Adour-Garonne. Situation similaire dans les autres bassins administratifs. Bravo «leur» démocratie participative !

Quel gâchis pour cette élaboration de la LEMA avec toutes ces réunions de travail, commissions, référendums qui se succédèrent pendant neuf ans !

Quel gâchis financier aussi avec les frais des tables rondes, les frais d'impression et d'expédition de documents ! Millions d'euros qui auraient pu servir à restaurer des milieux, à protéger des captages, à améliorer des réseaux de distribution...

Escroquerie aussi avec la diffusion du document du SDAGE. L'Agence de l'Eau Adour-Garonne, harcelée par des demandeurs, a répondu que le document ne serait imprimé que fin 2010, soit un an après le vote du SDAGE ! Vous pouvez toutefois sortir le document sur votre imprimante (424 pages !) en consultant le net : www.eau-adour-garonne.fr Je suis aujourd'hui un des privilégiés à avoir en main le document. Que dit-il ?

Le PDM (vive la siglomanie !) énonce tout un tas de mesures imprécises, léni-fiantes et laxistes. Par exemple, pour enrayer les pollutions agricoles diffuses : «Promouvoir les bonnes pratiques respectueuses de la qualité des eaux et des milieux», «Réduire l'usage des produits phytosanitaires»...

Les propositions des associations alternatives étaient tout autre. Pour éradiquer les pollutions, il fallait des mesures draconiennes : végétaliser les berges des points d'eau avec une ripisylve, remplacer le drainage «conventionnel» par un drainage écologique, interdire l'épandage des lisiers bruts et favoriser le retour à l'élevage sur litière, imposer l'épuration des eaux usées pour tous en n'accordant plus des autorisations de rejets polluants, protéger efficacement les captages pour l'eau potable avec un cahier des charges très directif dans le périmètre de protection, supprimer le gaspillage de l'eau avec une réglementation judicieuse des prélèvements...

Le système des redevances qui a été conservé pour l'usage agricole et indus-

triel et pour la consommation de l'eau potable est non équitable, souvent incitatif à la surconsommation. Un gros irrigant paiera une redevance très faible, parfois même aucune redevance, sans limitation de consommation. Des industriels bénéficieront d'une tarification dégressive (plus ils consomment d'eau moins ils payent le m³) L'abonné démuné paiera une «part fixe» (location du compteur) même s'il ne consomme que très peu d'eau. Ce qu'il faut exiger c'est la gratuité de l'eau pour les familles démunies. Ce qu'il faut proposer pour les autres consommateurs (aussi bien d'eaux brutes que d'eau potable) c'est un quota d'eau gratuit, puis une tarification progressive incitant à l'économie.

Enfin la LEMA ne propose aucune réforme quant à la gouvernance. La composition des comités de bassin restera inchangée. Les EPTBs sont confortés dans leur «utilité». Les CLEs restent les parents pauvres de la gouvernance; pire certaines ne seront que des succursales d'un EPTB (comme dans le bassin de l'Adour).

Les voleurs d'eau campent sur leurs privilèges

Le SDAGE ne met pas un terme à la «politique du tout barrage» (barrages-réservoirs pour l'irrigation, principalement celle du maïs). Au contraire il affirme «créer de nouvelles réserves en eau». On ne pourra que contester la nécessité économique de l'ouvrage selon le principe de la DCE : «justifier techniquement et économiquement les projets d'aménagement» (mesure B 38 du SDAGE Adour-Garonne).

Les organisations agricoles productivistes, qui pourtant avaient voté pour le SDAGE, mobiliseront leurs troupes fin février et mars 2010 pour manifester contre la LEMA qui, soi-disant, imposerait une restriction des prélèvements pour l'irrigation. La loi énonce bien une réglementation des prélèvements basée sur les «volumes maximums prélevables», les prélèvements devant garantir le DOE (débit objectif d'étiage) du milieu de la ressource en eau. En fait il n'y aura guère de changement par rapport au système précédent: les préfets décrètent des restrictions de pompage quand le débit du cours d'eau chute au dessous du DOE. Notons que ce DOE est fixé par un «plan de gestion des étiages» (PGE) qui justifie, d'une manière ou d'une autre, la création de nouveaux réservoirs. Si le DOE est fixé bas, les irrigants vont assécher la rivière, d'où la nécessité de nouveaux réservoirs. S'il est fixé correctement, le préfet interdira les pompages le seuil atteint, d'où nécessité de nouveaux réservoirs !

Le 13 avril se sont réunis à Paris les partisans forcenés de la macro-irrigation : la FNSEA et ses «Jeunes agriculteurs»,

L'eau pompée par le Capital, en Espagne et dans le monde.

Dans sa dernière livraison (n° 6/7 - juin 2010) la revue suisse *"La brèche"* consacre au problème de l'eau un dossier extrêmement riche, de plus de 40 pages, pour décrire une situation très grave, et fournir aussi des solutions.

Deux des trois articles qui composent ce dossier concernent la situation en Espagne où l'eau représente un enjeu social, politique et environnemental de première importance. Sous le diktat des "nouveaux seigneurs de l'eau", les nouvelles pénuries justifient de nouveaux grands travaux. Ainsi l'Espagne bat le record mondial du pourcentage de la surface géographique occupée par des barrages et des retenues d'eau, les écosystèmes aquatiques n'y étant plus que l'ombre de ce qu'ils furent en d'autres temps.

La pénurie de l'eau potable ne résulte que rarement d'un processus naturel. Un troisième article *"L'eau, l'argent et le pouvoir"*, décrit comment, partout dans le monde, cette pénurie est socialement organisée par des privatisations - donc la dépossession pour des centaines de millions de personnes - au profit des transnationales parasites qui se sont imposées sur les segments les plus rentables de la gestion de cette ressource naturelle.

"La brèche" n° 6/7 - juin 2010 6 euros. Pour s'abonner : 22 euros pour 4 numéros à régler par chèque à l'ordre de Sébastien Budgen. A adresser à *"La brèche"* case postale 120 1000 LAUSANNE (Suisse). Site : www.labreche.ch

l'ORAMA (céréaliéristes), «Irriguants de France» et l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA). Tout ce beau monde rédigea une déclaration demandant la suspension du système des volumes prélevables; la baisse des taux de redevances et une «politique de stockage de la ressource». Nous en sommes toujours quarante ans en arrière...

Le délire des barrages-réservoirs est reparti !

En Gascogne principalement, les voleurs d'eau agricoles n'ont pas attendu pour relancer des programmes de nouveaux barrages-réservoirs. Dans le bassin de l'Adour sont projetés la création de 10 nouveaux réservoirs et l'agrandissement de 2 autres. Promoteurs: l'Institution Adour et sa succursale la CLE Midouze. C'est le délire total, d'autant plus que les surfaces irriguées ont cessé de se développer, d'autant plus que la crise économique et financière actuelle appelle à des restrictions budgétaires (pas dans les services publics, s'entend).

Ainsi, rien que l'agrandissement du réservoir de Mondebat-Maribot, près de Beaumarchés (Gers), est chiffré (tenez-vous bien !) à 13 millions d'euros ! Cela ferait le m³ d'eau supplémentaire stocké à 4 euros, le prix du m³ d'eau potable... D'où viendrait le financement ? Essentiellement des impôts locaux et...de nos factures d'eau !

Evoquons, pour terminer, la combinaison des faiseurs de barrages d'irrigation. Ce sont des conseillers généraux qui les décident et c'est l'un d'entre eux qui les fait en étant le président de la CACG (Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne), une société d'aménagement rural par actions, maître d'œuvre des grands travaux hydrauliques à vocation agricole. En droit français cela s'appelle une prise illégale

d'intérêts. En droit européen cela s'appelle violer la directive des marchés publics, étant donné qu'il n'y a pas d'appel d'offre pour la maîtrise d'œuvre des barrages-réservoirs, la CACG bénéficiant depuis des années du monopole de cette maîtrise...

Je crois que c'est la goutte d'eau qui fait déborder le réservoir. Nous devons nous mobiliser pour dénoncer l'escroquerie de la LEMA, pour mettre un terme à cette main basse sur les deniers publics pour des aménagements hydrauliques inutiles et destructeurs de l'environnement.

Les comités d'usagers de l'eau, eux, se battent contre toutes les «anomalies» constatées dans la distribution de l'eau potable et l'assainissement des eaux usées. Ces «anomalies» peuvent être imputées aux grands groupes qui gèrent ces services lorsque ceux-ci leur ont été délégués en affermage par des municipalités. Les usagers relèvent très souvent des surfacturations et une mauvaise prestation comme des surpressions occasionnant des fuites. Les élus toutefois sont aussi à montrer du doigt avec une collusion avec ces prestataires (Véolia, la Lyonnaise des Eaux, la SAUR...), ceci allant jusqu'à des prévarications (voir l'ouvrage de Marc Laimé : *«Le dossier de l'eau. Pénurie, pollution, corruption»*, Seuil, 2003). Même en «régie directe» (distribution et assainissement autogérés par une ville ou une communauté de communes), des «anomalies» peuvent se rencontrer comme dans le cas de l'affermage.

Ces comités d'usagers sont en train de se regrouper et de se fédérer avec des APNEs afin d'obtenir une véritable gestion démocratique et écologique de l'Eau.

Henry CHEVALLIER

La barbarie est là !

«Le capitalisme est un monde à l'envers où les choses (marchandises et argent) commandent aux hommes et se dressent en face d'eux comme des divinités barbares qui exigent de nouveaux sacrifices humains».

Il n'est pas question de revenir sur la pertinence de ces analyses de Marx, les faits parlent d'eux même. Vous êtes sceptiques ? Un seul exemple suffira pour illustrer la réalité de ce monde féroce et sens dessus dessous qui nous entoure.

Prenez le métro, imbiblez vous de publicité télévisuelle et vous ne pourrez échapper à l'ipad d'Apple, la «fameuse tablette graphique» que tout terrien technophile censé ne peut prétendre ignorer. Ce concentré de technologie est fabriqué au sein d'une unité de production qui compte plus de 300.000 personnes, la société Foxconn à Shenzhen en Chine. Le monstre, outre sa capacité à produire toute sa camelote technologique (Ipad, Iphone, Ipad...) dont les occidentaux sont si friands, dévore ses salariés. Depuis le début de l'année, 11 ouvriers du Titan industriel se sont suicidés, un autre est mort d'épuisement. Face à cette vague de «démissions», la direction s'est empressée de prendre des mesures. L'inventaire en est consternant: filets anti-sauts dans le vide, psychiatres à disposition, moines, artistes et professeurs de gymnastiques embauchés pour changer les idées des ouvriers... La cerise sur le gâteau est sans aucun doute l'engagement par écrit à ne pas se suicider que Foxconn a exigé de ses employés.

Une littérature foisonnante nous met en alerte. La thématique en est récurrente et peut se résumer à cette formule: «attention, la barbarie arrive». Grossière erreur d'appréciation temporelle que cette idée ! La barbarie est déjà là !

Mais pourtant, la fête continue. On fait la queue à la Fnac pour se payer ces dérisoires morceaux de plastique et de silicium. La dignité attendra ! Le simple énoncé des faits devrait déclencher colère,

révolte et déboucher à minima sur un boycott des productions du monstre. Nos contradictions semblent telles que nous en sommes inertes, spectateurs d'un désastre humain qui va crescendo et qui chaque jour semble enfler inexorablement. Les choses nous commandent et la sacro-sainte croissance reste son plus sûr alibi. On fustige les états otages du capital. Et de nous, qu'en est-il ? Nous sommes otages d'un productivisme vulgaire et arrogant. La condition humaine devient indigne et ce n'est pas

le fait d'éléments extérieurs à la société des hommes. Alors qu'attendons nous, puisque les choses ne dépendent que de nous ? Jusqu'où les laisserons-nous nous humilier ? Que faudrait-il qu'il se produise d'encore plus ignoble pour qu'enfin nous nous sublimions et nous décidions à présenter l'ardoise à qui de droit ?

Hervé COUPERNOT



Que ferez-vous après le 7 septembre ?

On aurait aimé vous annoncer que des milliers de collectifs se réunissent régulièrement depuis fin juin dans tout le pays et qu'ils commencent à faire des petits dans toute l'Europe. On aurait aimé vous décrire comment la plupart de ces groupes locaux interprofessionnels de jeunes, de chômeurs, d'actifs, de retraités, tissent des liens, nouent des solidarités, fabriquent de l'information et de l'intelligence sociales, s'auto-organisent et s'auto-forment, créant et amplifiant une dynamique subversive. On aurait aimé citer ces multiples réalisations concrètes, grosses de menaces pour les possédants et pesant déjà fortement dans le rapport de forces : élaboration des listes d'engagements à une grève reconductible; réservation de salles pour des assemblées générales, des soirées festives, des repas solidaires; organisation des collectes/caisses de grève alimentaires et monétaires; prédéfinition des réseaux de communication et des lignes de propagation du mouvement qui ne doit pas seulement concerner les retraites... Mais, trêve de rêve général(e), revenons à la réalité de ce milieu d'été, moins enthousiasmante :

En cherchant un peu, on a croisé quelques esprits conscients des enjeux politiques et lucides sur les intentions de la plupart des bureaucraties syndicales qui ont programmé, le 29 juin dernier, la journée d'actions du 7 septembre. Dans l'extrait ci-dessous, "*Retraites : entr'acte estival*" émanant du groupe «*Oùva la CGT ?*», après une analyse politique intéressante, on finit bizarrement - peut-être par manque, inavouable, de mobilisation à la base ? - par rejeter l'idée d'une grève générale, en proposant... des "mots d'ordre" clairs. La bourgeoisie va trembler !...

Quelques syndicalistes semblent davantage y croire : Sud RATP et les Solidaires fonction publique déposeront un préavis de grève illimité à la rentrée. SUD éducatif Paris appelle déjà à cette grève. L'UNSA cheminots menace également d'un mouvement reconductible. Des personnalités politiques et syndicales, à la base de la CGT, dans diverses régions et diverses motions, demandent le retrait pur et simple du projet Woerth en réclamant parfois la grève générale (UL d'Arras, Auchel, Béthune, Isbergues et Lillers, de Pontivy UD du Rhône, du Val de Marne, CGT CNFPT, CGT AP-HP Cochin. En Loire Atlantique la FSU, SUD et FO sont pour la grève générale. Il n'y a que sur le site "**7 septembre 2010**" qu'on s'engage nettement dès maintenant. Allez-y voir. Vous y trouverez quelques milliers de signatures. Ajouter la vôtre et se préparer à "un affrontement majeur" est nécessaire, mais nul ne peut vous garantir que ce sera suffisant.

Retraites : entr'acte estival

Il y avait du monde dans les rues le 24. Une réaction à chaud contre les annonces de Sarkozy/Fillon/Woerth. Un refus, clair, net et sans bavure des mesures prévues. (...) L'envie de marquer le coup avant les vacances, en sachant parfaitement que ce n'était que symbolique. (...) Personne n'était vraiment dupe : cette journée, c'était un peu la soupape pour exprimer la colère, sans engager vraiment le combat.

L'intersyndicale vient de nous gratifier d'une nouvelle journée d'action pour le 7 septembre, le jour du début du débat au Parlement, comme si le débat dans cette assemblée n'était pas déjà joué.

Au fond, la question n'est pas tellement celle du 7 septembre, mais celle de l'**après** et du **comment**. **Quand on a fait péter le CPE**, (...) on a mené un combat clair : c'était NON - point barre. C'était pas compliqué.

Là, c'est une autre affaire. On peut bien appeler à la grève générale, ça devient une incantation qui n'a plus de sens - désolé pour **celles et ceux** qui imaginent que c'est le fin du fin de la radicalité. Car avant, il faut savoir ce qu'on veut, et dans quel sens on va. Or, sur les retraites c'est un peu "flou". (...) Le communiqué de l'Intersyndicale est un plus petit dénominateur commun, sans aucun contenu. (...) Toutes les oppositions, de la CFDT au NPA en passant, bien sûr, par la CGT, sont des oppositions uniquement "comptables" (...). Un peu plus de taxations, un peu moins de trimestres etc.

Or l'**essentiel** de la question de la retraite, (...) c'est la question de l'exploitation, de la place de l'ouvrier dans la société, de **la réalité de ce qu'est le capitalisme**. (...) Quand nous parlons des morts de l'amiante, de l'espérance de vie des ouvriers du bâtiment, c'est de cela que nous parlons. La tendance est forte à n'aborder que la "réparation" (...) La retraite anticipée, "solution durable" ??? (...)

Le 7 septembre, il faudra être là, encore une fois, on n'a pas le choix. (...), sur nos mots d'ordre, derrière nos banderoles. Des mots d'ordre "comptables" sur la retraite, car il ne faut pas les négliger, comme celui que nous avançons (...): « *La retraite à 55 ans, sans condition de trimestres !* » Et des mots d'ordre sur la pénibilité, comme : "*L'interdiction du travail à la chaîne !*" "*L'interdiction du travail posté ou de nuit !*"

Nous avons tout l'été pour sortir de l'éparpillement, du chacun de son côté, pour nous retrouver et avancer.

Extrait d'un texte en ligne sur le blog «*Oùva la CGT ?*»

Pour une grève générale jusqu'au retrait de la réforme des retraites

(Lettre ouverte à l'intersyndicale du 29 juin)

Comme il l'avait annoncé dès 2007, le gouvernement Sarkozy s'est attaqué sans faillir à tous les acquis sociaux populaires, notamment ceux hérités du **Conseil National de la Résistance**.

La réforme des retraites est le dernier grand chantier du quinquennat.

Nous voulons **infliger une défaite à ce gouvernement** à l'occasion de la bataille qui est engagée. Il faut un **coup d'arrêt**, maintenant, aux politiques libérales qui détruisent notre modèle social.

Dans cette perspective, **nous sommes prêts à un affrontement majeur**, aux côtés de nos organisations politiques et syndicales, mais pour gagner, nous pensons que **notre revendication doit être le retrait pur et simple du projet de réforme**.

Sarkozy doit plier devant plus déterminé que lui!

Les signataires de cette lettre s'engagent à s'organiser pour une grève générale à partir du 7 septembre et à tout faire pour qu'autour d'eux le mouvement soit suivi puis reconduit le lendemain, et les jours d'après, jusqu'au retrait et à la remise à plat complète du projet de réforme des retraites...

Il n'est plus temps de discuter. Engageons ensemble une lutte que nous prolongerons jusqu'à la victoire pour ouvrir de nouvelles perspectives politiques et remettre en marche la machine à conquêtes sociales.

Publié sur le site «*7 septembre 2010...*»

<http://www.7septembre2010.fr> et sur d'autres sites comme : «*Sauvons l'école*».

Le spectre de Cornélius Castoriadis

Si la crise est consubstantielle au régime capitaliste, ses dégâts sociaux peuvent aussi engendrer un désir d'autonomie comme l'aura montré la courte expérience autogestionnaire de Philips à Dreux. Cornélius Castoriadis, décédé en 1997, y aurait sûrement vu le témoignage d'une volonté d'autonomie toujours actuelle. Nous avons proposé à David Ames Curtis, philosophe traducteur de l'œuvre de Castoriadis pour les États-Unis, de discuter de la pertinence d'une pensée radicale qui, en bien des points, recoupe les analyses et le projet défendus par AL.

C'est en rejetant l'idée marxiste selon laquelle la révolution adviendrait nécessairement à partir des contradictions internes du capitalisme, que Castoriadis consomme sa rupture avec cette doctrine. Comme philosophe attaché à penser l'imaginaire comme interrogation illimitée et ouverture des possibles, il a insisté au contraire sur ce qu'il a appelé «*créativités des masses*».

Avant même sa constitution comme groupe indépendant, «*Socialisme ou Barbarie*» (1949-1967) a rejeté la conception marxiste d'une inéluctabilité du communisme due aux contradictions objectives. De même, son idée du «*caractère révolutionnaire et cosmogonique... de l'activité créatrice de dizaines de millions d'hommes, telle qu'elle s'épanouira pendant et après la révolution*» date de 1952, donc d'une dizaine d'années avant qu'il n'introduise sa conception du rôle créateur de l'imagination. Pourtant, dès la fin des années 50, il constate également, non pas une «*dépolitisation*» passagère, mais une «*privatisation*» rampante induite par le capitalisme moderne. Avec la fin des «*Trente glorieuses*», la rupture du consensus bureaucratique (gestion externe du travail-parti-syndicat), et le déploiement de la contre-offensive capitaliste dite «*néo-libérale*», le projet d'une Été autonome semble être lui-même sur le déclin, incapable de faire face au nouveau désordre mondial. D'ailleurs, pour combler ce vide sans pourtant prôner une société nouvelle, il faut, face à la «*montée de l'insignifiance*», une créativité immense, inouïe, pour garder intacte et sur les rails cette «*société à la dérive*». Parfois, comme chez Philips à Dreux, en Argentine... il y a des tentatives plus ou moins heureuses de la mettre en cause plus globalement et de façon collective. Peut-être aussi, les formes de contestation sont-elles plus nombreuses et plus variées qu'autrefois, la dislocation multiforme ambiante aidant. Ce qui s'avère difficile, aujourd'hui plus qu'hier, c'est de rassembler toutes ces tentatives de contestation du désordre établi.

Le refus du marxisme s'enracine aussi dans celle des organisations communistes traditionnelles dont les dérives bureaucratiques ont très tôt

été critiquées par Castoriadis. La question du pouvoir, disait-il, est celle que doit se poser quiconque parle de la révolution. Cette préoccupation est partagée par les anarchistes. Quels rapports a-t-il entretenus avec cette mouvance ?

Il y a des points communs évidents entre les positions libertaires et le projet d'une société autonome prôné par Castoriadis. Mais, dès le premier numéro de la revue, *S. ou B.* qualifiait les Fédérations anarchistes - ainsi que les trotskystes, les ultra-gauches, etc. - de «*relents du passé beaucoup plus qu'anticipations de l'avenir*». L'anarchisme a tout de même le mérite d'articuler une visée farouchement anti-étatique qu'esquivalent souvent les doctrines marxiste et libérale (même si, historiquement l'anarchisme n'a pas toujours été à la hauteur de ses convictions). Et l'idéologie néfaste du «*progrès*», que partagent ces deux premières, peut se trouver contestée par des anarchistes ou des anarcho-syndicalistes. Ce qu'introduit *l'institution imaginaire de la société* n'est pas uniquement une critique des conceptions fonctionnalistes et structuralistes héritées, aussi réductrices que déterministes, mais surtout une compréhension positive de l'institution en tant que telle - qui n'est pas à confondre ni avec l'État ni avec l'aliénation, toujours à combattre.

Selon Castoriadis, l'exploitation capitaliste résiderait moins dans la question de la propriété lucrative, que dans l'exclusion des travailleurs des processus de gestion et d'organisation des entreprises. Or, réduire la force de travail à la seule exécution est, selon lui, impossible, le capitalisme ayant besoin d'obtenir la participation des individus qu'il assujettit.

En effet, Castoriadis disait que, dans une société de technologie capitaliste évoluée, la moitié de chacun de nos gestes consiste à combler les lacunes de directives élaborées dans l'ignorance par des hiérarchies éloignées, mais qu'il faut tout de même exécuter en essayant de boucher les brèches ainsi ouvertes. Ce constat mène à une conception très élargie des possibilités de contestation, dont les formes manifestes ne sont que la partie émergée. Mais, comme je l'ai dit, la

difficulté à donner une signification globale et pratique au projet d'une auto-transformation sociale est d'autant plus grande aujourd'hui, et les doctrines du XIX^e siècle, ne nous y aident pas. Castoriadis s'est donc tourné vers la Grèce antique, et sa conception de la politique en tant que projet de modification, d'une façon réfléchie et délibérative, vers l'institution de la société en visant le collectif anonyme, et vers son invention de la démocratie comme participation égale à ce projet d'auto-altération consciente et explicite. Encore a-t-il toujours considéré la démocratie comme un germe, et jamais un «*modèle*» à imiter/imposer/faire fonctionner. Si l'on prend au sérieux ce «*caractère révolutionnaire et cosmogonique*» de l'action sociale auto-transformatrice, on ne cherche plus un modèle, même «*alternatif*»; mais on tente d'élucider ce qui est exemplaire pour poursuivre ce projet d'auto-transformation.

Castoriadis a aussi sévèrement critiqué le «*capitalisme bureaucratique*» de l'empire soviétique que le capitalisme libéral à l'ouest. L'«*apathie démocratique*» qu'il stigmatisait alors, corrélée à une démocratie libérale dont la représentativité n'est que celle des intérêts des dominants, n'appelle-t-elle pas l'utopie d'une contre-révolution démocratique radicale incluant tous les lieux de production et de vie ?

L'analyse du «*capitalisme bureaucratique*» ne se rapportait jamais uniquement au régime établi en Russie, dans ses satellites et en Chine. L'apport singulier de *S. ou B.*, c'était d'avoir vu le monde issu de la Deuxième Guerre mondiale comme un tout en conflit, divisé entre un capitalisme bureaucratique «*total et totalitaire*» stalinien et un autre, «*fragmenté*», en Occident. Si cette analyse amenait à l'affirmation, dès 1960, que la révolution devrait être totale, c'est que Castoriadis y articulait une vision anti-utopique - c'est à dire, un projet à réaliser dans l'effectivité historique et à partir des actions concrètes et continues des hommes et des femmes dans la société actuelle. «*Pour l'ouvrier, a-t-il déjà dit trois ans plus tôt, le problème final de l'histoire, c'est un problème quotidien*».

Propos recueillis par Franz B. AL 93

Après avoir initié une pétition de 1 100 acteurs de santé au travail et d'inspecteurs et contrôleurs du travail, qui a rassemblé 20 000 signatures sur l'appel www.non-mort-medecine-travail.net, le collectif «**santé travail**» interpelle Eric Woerth pour tenter d'empêcher les nouvelles régressions qu'envisage, dans ce domaine également, ce serviteur hyperactif et hyperréac de la bourgeoisie. Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de cette interpellation.

La régression Woerth de la santé au travail ou rendre invisible les effets du travail sur la santé

Monsieur le Ministre,

(...) La santé au travail des salariés a été confiée aux médecins du travail par la loi de 1946. Le cœur du métier de la médecine du travail, construit autour de cette loi et de la déontologie, consiste en l'accompagnement des personnes en souffrance et la mission de veille et d'alerte concernant les atteintes à la santé dues au travail.

Une réforme a déjà eu lieu en 2004 sous prétexte de pénurie médicale. Cette dernière a en fait augmenté la charge des médecins et diminué la périodicité des visites médicales. (...)

Vos services vont poursuivre dans le sens d'un projet en contradiction avec les études et les chiffres alarmants publiés sur les cas de souffrance au travail.

Nous ne pouvons croire que vous allez poursuivre dans la logique gestionnaire et dans le seul intérêt des employeurs, couvrir leur responsabilité en matière de gestion des risques, alors qu'il y a urgemment besoin de transformations qui soient favorables à la santé des salariés et que celle-ci n'a jamais été aussi dégradée depuis ces 15 dernières années.

Le projet que le Medef veut imposer depuis 2009, contre l'avis de 8 syndicats sur 8 (...), prévoit, entre autres, l'intégration d'infirmières dans les Services de Santé au Travail. Nous sommes favora-

bles à l'entrée des infirmières si elles viennent étoffer les équipes mais pas si cela rentre dans une logique comptable où elles viennent remplacer les médecins, ce qui serait une régression. Les médecins sont qualifiés et protégés, pour exercer leur mission avec une indépendance qui d'ailleurs devrait être confirmée davantage au plan juridique et pratique. Ce ne serait pas le cas des autres acteurs y compris des infirmières.

(...) On est passé à une visite tous les 2 ans et le Medef propose un espace-temps à 4 ans, ou 3 ans. Aucune médecine de prévention n'a plus de sens dans ce cas. Des «secteurs» seraient considérés comme «à risques» et d'autres pas: or les risques cardiaques et vasculaires aggravés par l'intensité de la productivité, le stress, la souffrance au travail, les «risques psycho sociaux», concernent aujourd'hui TOUS les secteurs d'activité et ils tuent bien plus, désormais, que les coups de grisou et les machines dangereuses. France Telecom est une entreprise à risques comme la sidérurgie et le bâtiment. Alors que les médecins du travail dénoncent, depuis des années, les insuffisances en matière de prévention, et la perversion de la gestion des salariés «par l'aptitude», le projet du Medef aggrave la situation en prévoyant une aptitude encore plus sélective et donc anti déontologique.

Il s'agit d'une question grave de santé

publique (...). Les pouvoirs publics doivent favoriser la santé des salariés en péril, imposer aux entreprises de la prendre davantage en compte, sinon il s'agit d'un profond déni de respect des humains au travail et de démocratie.

(...) Le projet gouvernemental consisterait, ni plus ni moins, à installer les SST sur un mode de fonctionnement encore pire que le sinistre Comité Permanent Amiante dans lequel les acteurs anesthésiés par l'emprise patronale n'ont pas rempli leurs rôles, ce qui a contribué à la survenue du scandale que l'on connaît. On a vu à France Telecom qu'il faut des institutions indépendantes des employeurs pour protéger la santé au travail, avec les médecins du travail, et les droits, avec les inspecteurs du travail.

Au final, le projet qui circule est en contradiction avec le code de déontologie inscrit dans la loi.

Il faut savoir qu'il y a un ample mouvement de professionnels et de citoyens contre ce projet (...).

Il est évident que la santé au travail, trop longtemps en souffrance, a besoin d'une très grande réforme, ce qui fera faire un grand bond en avant à la santé publique et traitera en profondeur les dossiers lourds comme la question des inégalités au travail de santé et la question du travail des seniors. Mais pour cela les fondamentaux sont connus, et l'urgence est d'aller dans le sens de l'indépendance des acteurs de la santé au travail, de leur nombre et de leur qualification. Pas de reprendre un projet de contre-réforme qui s'avérerait catastrophique. Le comble du cynisme serait de coupler cette annihilation d'une prévention indépendante du patronat, seule garante de l'efficacité, au détournement de l'activité des médecins du travail à des fins de tri et de sélection des salariés comme cela est prévu dans la réforme des retraites, alors que cela ne fait nullement partie des missions des médecins du travail qui sont tournées uniquement vers la prévention et l'accompagnement de l'humain dans le sens de son épanouissement. Tout serait alors prévu pour que les médecins ne s'occupent plus de santé au travail. (...)

Pour les initiateurs de la pétition,
Gérard Filoche, inspecteur du travail,
Fondation Copernic, Willy Pelletier,
Fondation Copernic, Docteurs Cellier,
Chapuis, Chauvin, Delpuech, Devantay,
Ghanty, Lafarge, médecins du travail

Conditions de travail, chômage et santé (en Suisse)

A la lumière d'une enquête sur la santé en Suisse en 2007, Jean-François Marquis, historien, et collaborateur scientifique de l'Office fédéral de la statistique, a étudié l'impact des conditions de travail sur la santé comme l'effet de l'exposition aux risques ergonomiques, chimiques et biologiques, l'intensification des rythmes de travail, l'importance des pressions sur l'exécution des tâches, l'insécurité quant au maintien du poste de travail et le chômage.

Le capitalisme génère des problèmes de santé publique, en Suisse comme ailleurs. L'originalité du livre de J.F. Marquis provient de l'étude de l'ensemble des liens entre conditions de travail et santé sur tout le pays. Mais les inégalités entre classes et groupes sociaux face à la santé se creusent partout dans le monde, souligne l'auteur. Dans une étude de 2008, l'Organisation mondiale de la santé les résume par «*la répartition inégale du pouvoir, des revenus, des biens et des services*», ainsi que «*les injustices qui en découlent dans les conditions de vie concrètes des individus*». Sa conclusion est implacable: «*L'injustice sociale tue à grande échelle.*» C'est l'organisation même de la société qui est en cause. Autre constat implacable: le chômage et la crainte de perdre son emploi sont fortement associés à une moins bonne santé.

Jean-François Marquis, «**Conditions de travail, chômage et santé**», la situation en Suisse à la lumière de l'Enquête suisse sur la santé 2007, Editions Page deux (Lausanne), 180 pages, 16 euros.

Gentillesse: faut-il être gentil ou méchant ?

La question, posée ici, a l'air un peu «décalée». Elle a pourtant fait l'objet d'un texte politique, court et clair, comme le sont tous les textes publiés sous forme de tract A4, facilement photocopiable pour diffusion, et fabriqués par «**L'Ouvrier**» (L'Ouvrier BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX).

Ce groupe vient de concrétiser un vieux projet : celui d'ouvrir un site : louvrier.org Vous y trouverez tous les numéros parus que vous pourrez lire, imprimer ou diffuser selon le sujet qui vous intéresse ou qui peut en intéresser d'autres autour de vous. Allez visiter ce site et n'oubliez pas d'aider ce groupe.

Pour vous convaincre de la qualité de ce qu'il fabrique, on publie ci-dessous quelques extraits du texte : «**Gentillesse : faut-il être gentil ou méchant ?**». C'est à l'aide de mots simples que les racines politiques invisibles d'un problème qui semblait ne pas en avoir, sont mises à jour :

Peut-on encore être gentil ? C'est à se le demander. Dans un monde où on nous rabâche qu'il faut se battre pour réussir, la gentillesse n'est-elle pas une faille par où d'autres peuvent profiter de vous ? Quand on entend dire de quelqu'un qu'il est gentil, cela signifie en fait qu'on le trouve naïf. Et l'on y voit plutôt une faiblesse.

En droite ligne de cette logique, on voit des parents des classes moyennes et populaires faire le choix d'endurcir leur enfant, sous prétexte qu'il serait ainsi mieux armé pour «réussir».

C'est vrai, dans les hautes couches de la société, bourgeois et aristocrates inculquent aux jeunes qui vont hériter une dureté féroce. Une dureté avec soi-même qui doit les préparer à l'être avec les autres. Mais la dureté ne donne ni pouvoir, ni richesse ni «réussite». L'essentiel est transmis, par héritage, dans un milieu bien fermé, et d'abord en famille.

Les enfants de milieux populaires, eux, ont toujours dû affronter un monde dur. Mais la principale dureté n'est pas chez les autres, nos semblables, comme la télé nous le dit. Il y a peut-être plus d'agressivité qu'à d'autres périodes. Mais la plus grande violence, c'est celle qui pousse toute une jeunesse dans ce sens-là ; elle est dans l'organisation de la société qui lui donne bien peu d'espoir. Les frères et sœurs, les voisins témoignent comme il est difficile de trouver un travail, de se faire une place. Et quand on en trouve une, elle ne donne vraiment pas envie. Voilà la source profonde de la violence actuelle, des agressivités.

La solution n'est donc pas dans le fait de s'endurcir ou d'endurcir ses proches. Au travail, là où on a toutes les chances de se faire exploiter, se faire dur et méchant, ça ne marche pas avec le patron. Absolument pas. Et pourtant, il faudrait, là, se faire respecter. Mais avec autre chose : l'action à plusieurs, les liens pour devenir unis et faire une force. Seulement voilà : comment créer des liens quand on cultive partout la peur, la méfiance de l'autre ? Comment penser à s'unir si l'on nous a persuadé que l'on ne peut que s'en sortir seul ?

La vie que nous fait mener le monde capitaliste est en train de miner la base même de la vie sociale. (...) Dans le monde où nous vivons, (...) c'est la gentillesse qu'on chasse.

Eh bien, résistons ! Réservons la dureté aux autorités, aux puissants, et à ceux qui veulent reproduire la loi du plus fort. Mais même là, on peut être inflexible sans y prendre goût.

Et sinon, cultivons, en secret s'il le faut, des rapports humains, généreux, gratuits, gentils. Ce n'est pas toujours facile, car il faut dépasser une méfiance compréhensible. Mais lorsqu'on y parvient, on voit des gens fermés s'ouvrir, des têtes baissées se lever, des sourires s'éclairer. Résistons au climat ambiant, en attendant de nous attaquer un jour aux racines du mal : le règne de l'inégalité au point qu'aujourd'hui 1% des individus possède 40% des richesses de toute l'humanité !

Encyclopédie anarchiste

La Raison contre Dieu

Qu'il s'agisse du mythe du communisme chrétien primitif, de la laïcité, du matérialisme et de l'athéisme, du rôle de la raison et de la réflexion, les auteurs de cette anthologie extraite de *L'Encyclopédie anarchiste* (parue en fascicules entre 1925 et 1934) ont encore pas mal de choses à nous apprendre. Non qu'ils aient eu raison sur tout. La lecture de ces textes demande un minimum d'esprit critique. Appartenant à plusieurs courants (anarchisme individualiste, communisme libertaire, syndicalisme révolutionnaire), les auteurs ne sont pas toujours d'accord entre eux, y compris sur des questions philosophiques aussi épineuses que celles de la définition du Bien ou du Mal, de la morale, ou l'appréciation de certaines dimensions de la religion. Cette encyclopédie n'est pas un catéchisme, fusse-t-il libertaire...

Elle a été écrite par des militants qui s'efforçaient d'établir un lien entre leurs idées, leur éthique, leur pratique politique et une critique radicale de la société, de l'État, de l'exploitation et de l'oppression. Au moins neuf d'entre eux ont été condamnés à des peines de prison pour leurs écrits, leurs discours ou leurs actes, qu'il s'agisse de propagande antimilitariste ou anticolonialiste, ou d'avortements clandestins.

Certes, *L'Encyclopédie anarchiste* contient des inexactitudes, des proclamations triomphalistes et des envolées lyriques un peu creuses. Mais sa démarche est, au sens propre, radicale, car elle prend les religions, les questions philosophiques et éthiques, à la racine et ses auteurs discutent pied à pied de la validité de toutes les thèses religieuses ou idéalistes de leur époque, et même des époques précédentes.

De nombreux articles soulignent l'entrelacement entre politique et religion, oppression étatique et oppression religieuse, intérêts économiques des Églises et soumission des fidèles. Et c'est tout à l'honneur des auteurs de s'être penchés minutieusement sur les écrits des penseurs qu'ils critiquent. Ce goût du combat pour des idées est effectivement ringard à une époque qui promeut l'idéologie du "vivre ensemble", des "droits de l'homme" désincarnés. Où l'on place toutes les idées sur le même plan, chacun ayant le droit de "penser ce qu'il veut", au Grand Supermarché des Idées Jetables et Interchangeables. Où l'on considère que seuls les "extrémistes religieux" seraient dangereux, oubliant que toute religion est un système de contrainte, de pression et de répression sur l'individu, et que tout groupe religieux sera tenté de faire de la politique et d'imposer ses conceptions dans le champ social et dans l'espace public, et pas seulement dans ses lieux de culte ou entre les murs du foyer familial.

«Encyclopédie anarchiste - La Raison contre Dieu»

Editions Ni patrie ni frontières, 484 pages, 12 euros port compris. S'adresser à Yves Coleman 10 rue Jean Dolent 75014 PARIS ou yvescoleman@wanadoo.fr Site : mondialisme.org

Le résumé de ce livre est tiré du n° 10 (juin 2010) de la revue «**L'Emancipation syndicale et pédagogique**». Parce qu'on aurait pas fait mieux et que cela donne une occasion de rappeler qu'il s'agit d'une excellente revue ! Pour s'abonner, pour 10 numéros: chèque de 40 euros à l'ordre de Colette Mallet, Le Stang, 29710 PLOGASTEL ST GERMAIN.

Vous pouvez aussi devenir coopérateurEs de leur librairie L'EMDP, 8 impasse Crozatier 75012 PARIS qui peut fournir tous les livres dès lors que le titre, l'auteur, l'éditeur sont indiqués (Tél 01 44 68 04 18).

Rencontres et lectures à contre courant

Bure Zone Libre

L'association «**Bure Zone Libre**» a acheté il y a quelques années, au cœur du village de Bure, une ancienne ferme qu'elle rénove au fur et à mesure des moyens récoltés auprès des sympathisants et militants antinucléaires. Cette maison est devenue un symbole fort, un lieu de résistance, d'accueil et de ralliement, notamment pour les luttes anti-enfouissement des déchets nucléaires. Située à proximité d'un bureau du CLIS (Comité Local d'Information et de Suivi, géré par le Préfet), cette maison de la résistance diffuse une information permanente pour contrer la propagande de l'ANDRA.

«**Bure Zone Libre**» (**BZL**) a besoin de votre aide pour poursuivre la rénovation des 600 m² de cette ancienne ferme. Vos dons à **BZL** seront déductibles à 66%. Vous pouvez aussi offrir des matériaux de chantier, des outils, des engins. Vous pouvez adhérer à BZL (12 euros par an) et recevoir alors une lettre trimestrielle d'information. «**BZL – Bure Zone Libre**» – 2 rue de l'Eglise 55290 BURE – 03 29 45 41 77 – burezoneblog.overblog.com.

Asturies 1934 : une révolution inconnue

Il y a 75 ans, le 5 octobre 1934, l'ensemble des organisations ouvrières des Asturies se lancent à l'assaut des casernes et des postes de police. Syndicats et partis entendent ainsi s'opposer à l'intégration de l'extrême droite au gouvernement républicain. Après deux jours de combat, le Socialisme est proclamé à travers toute la région. Pendant deux semaines, les organisations ouvrières gèrent les mines, les usines et les services.

Aux Asturies, c'est grâce au Front Unique que les organisations ouvrières remportent la victoire. Ce Front Unique est issu d'un pacte d'Alliance Ouvrière Révolutionnaire, signé entre les deux centrales syndicales (UGT et CNT). Le PS, le PC, le Bloc Ouvrier et Paysans (marxistes révolutionnaires), la tendance syndicaliste révolutionnaire, les Jeunesses Libertaires se joignent à cette alliance. Cette expérience exceptionnelle a été, au final, encerclée puis vaincue par l'armée de Franco. Car, dans les autres régions, la division entre les organisations syndicales va briser la dynamique révolutionnaire.

75 ans plus tard, cette révolution des Asturies demeure très méconnue. Aucune étude en français ne lui a été consacrée, alors que jamais une révolution n'a été mieux organisée.

Une brochure de 44 pages, (éditée par le Courant Syndicaliste Révolutionnaire, BP 3 31240 ST JEAN (www.syndicaliste.fr Tél 06 71 59 63 08) - qui ne sera disponible qu'en septembre - propose de combler ce vide politique. "**Asturies 1934 : une révolution inconnue**". 2 euros.

La rage et la révolte

Les incendies de la banlieue ne posent pas la question des droits mais celle de la lutte sociale réelle. Parce que les jeunes chômeurs-à-vie et précaires qui naissent et grandissent dans ces zones de relégation ne sont pas le résultat d'une injustice particulière mais la condition de fonctionnement d'un pays capitaliste avancé. Vingt ans après la défaite de la première vague de contestation dans les banlieues pauvres, la dislocation sociale a progressé, l'exclusion s'est faite plus radicale et la misère culturelle et politique sans limites. Les jeunes révoltés sont l'encombrant produit de cette dislocation. Dans cet espace sans appartenance où ils grandissent, certains tentent de s'en construire une au niveau le plus élémentaire qui soit, celui de la bande, de la meute. Nés dans

un monde hostile, ils se montrent hostiles à tout le monde.

L'auteur de ce livre n'est ni journaliste ni sociologue: au début des années 1980, il participe à la première vague de révolte des banlieues. Il assiste ensuite, impuissant, à sa défaite et à la mise en place d'un véritable apartheid social.

Auteur d'une «Histoire universelle de Marseille, de l'an mil à l'an deux mille» (Agone, 2006), Alessi Dell'Umbria a fait paraître une première version de «**La Rage et la Révolte**» sous le titre «*C'est de la racaille? Eh bien, j'en suis!*» (L'Échappée, 2006).

«**La Rage et la Révolte**» est paru aux Editions Agone - 192 pages - 8 euros - ISBN : 978-2-7489-0117-7

La France au coeur du génocide des Tutsi

Cet ouvrage est un outil de travail essentiel pour tous ceux qui s'efforcent de faire avancer la vérité sur le génocide de plus d'un million de Tutsi en 1994 et la question des responsabilités françaises. Un volume et une qualité d'information exceptionnels. 1500 pages, la somme des connaissances à ce jour sur l'implication française au Rwanda. Plus de dix ans de recherche auront permis à l'auteur, Jacques Morel, de rassembler une documentation unique, exposée avec rigueur et méthode en croisant une grande variété de sources : enquêtes et reportages journalistiques ; investigations réalisées par des institutions parlementaires (Assemblée nationale en France, Sénat en Belgique) et par des organisations internationales (ONU, ex-OUA) ou de défense des droits de l'homme (Human Rights Watch de Washington, African Rights de Londres). S'y ajoute une masse d'informations puisées dans des travaux universitaires, dans des récits de témoins ou de rescapés du génocide. Il exhibe aussi de nombreux documents issus de ce qu'il est convenu d'appeler les «*archives Mitterrand*».

Par la richesse de son information, il s'agit d'un ouvrage incontournable pour apprécier le rôle de la France dans ce génocide qui n'aurait sans doute pas été exécuté si elle n'était pas intervenue, et n'avait participé à la mise en oeuvre d'une machine à tuer qui a fait plus d'un million de victimes tutsi, sans jamais chercher à l'arrêter.

De formation scientifique, Jacques Morel, n'est ni historien ni spécialiste du Rwanda. C'est depuis qu'il a compris, au début de l'opération Turquoise en juin 1994, que son pays soutenait les tueurs, qu'il a suivi toutes les publications sur le sujet. Si il a pu mobiliser une si grande quantité de documents d'archives est-ce à dire que des universitaires ne pouvaient pas y accéder ? Pourquoi diable ne s'en servent-ils pas ? À moins que d'aucuns n'aient décidé d'en faire un usage sélectif. Ce qui n'est pas sans poser problème du point de vue de l'historien...

Le livre contient de nombreuses citations. L'accès aux documents inédits jusqu'ici sera rendu possible ultérieurement par un CD-Rom accompagnant la deuxième édition de l'ouvrage et par les sites web : www.ladylongsolo.com , www.izuba.info/francegenocide (site dédié au livre) et www.francerwandagenocide.org.

«**La France au coeur du génocide des Tutsi**» est paru aux Editions l'Esprit frappeur. 1 500 pages (90 tableaux, 93 figures ou photos, index des noms de 1898 personnes, table des matières, des tableaux et des figures, glossaire, ...) est en vente à la librairie Lady Long Solo - 38 rue Keller 75011 Paris - Tel : 09 52 73 81 53 ou sur son site web <http://ladylongsolo.com/> ou en le demandant à votre libraire. Prix : 60 euros. Courriel : contact@genocidemadefrance.com

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Breloques compromettantes

L'Observatoire des médias, «*Acrimed*» (Action-CRItique-MEDias) a publié récemment sur son site web une liste des journalistes, animateurs ou dirigeants de médias décorés de la Légion d'Honneur ou de l'Ordre du Mérite ces cinq dernières années. Elle est bien trop longue pour être publiée dans nos courtes colonnes, et il vaut mieux, pour la découvrir, que vous fassiez l'effort de vous rendre sur www.acrimed.org où il y a d'ailleurs bien d'autres analyses passionnantes à lire.

En posant ironiquement la question du bien-fondé de ces récompenses, «*Pour services rendus, mais à qui ?*», «*Acrimed*» signale aussi deux contre-exemples remarquables : ceux de Françoise Fressoz et de Marie-Eve Malouines, responsables des services politiques du Monde et de France Info. Elles ont toutes les deux refusé la Légion d'Honneur qu'on leur proposait au début de cette année. C'est à leur honneur, en effet.

Et puis ça leur évite d'être sur la même liste que Jean Luc Hees, dont les «*services rendus*» lui ont permis d'être promu du grade de «*chevalier*» à celui de «*d'officier*». Cette hiérarchisation décrite en termes militaires («*chevalier*», «*officier*», «*commandeur*») est, à elle seule, tout un programme, bien éloigné de ceux de Stéphane Guillon et Didier Porte qui, à notre connaissance, n'ont pas été pressentis pour cette «*récompense*».

Car refuser cette «*distinction*», c'est bien. Mais, Mesdames Fressoz et Malouines, ne pas être nommé, c'est encore mieux.

Tenez, NOUS, par exemple. Nous pouvons solennellement nous engager devant nos lectrices et lecteurs de nous saborder dès lors qu'un seul d'entre nous se verrait approcher par une quelconque «*autorité*» qui voudrait lui coller une breloque.

Sans risque ! Comme quoi, s'engager vraiment pour une presse libre n'a pas que des inconvénients.

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0213 G 87630

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

P

P R E S S E

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 04/08/2010

Sommaire

- Page 1 Edito : Les bêtes en cours, pour toujours ?
Page 2 à 4 Politique, bureaucratie et "état d'urgence"
Page 4 Edito AL : Choc contre choc
Page 5 et 6 La complexité de la lutte du peuple palestinien
Page 7 à 9 Le service public et les droits fondamentaux
Page 9 Le groupe Casino tremble devant Fakir
Page 10 et 11 La nouvelle loi sur l'eau dans le Sud Ouest
Page 12 La barbarie est là !
Page 13 Que ferez-vous après le 7 septembre ?
Page 14 Le spectre de Cornélius Castoriadis
Page 15 La santé au travail
Page 16 Faut-il être gentil ou méchant ?
Page 16 La raison contre Dieu
Page 17 Rencontres et Lectures
Page 18 Breloques compromettantes

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE